

Le poids économique de la base de défense Rennes-Vannes-Coëtquidan

DÉCEMBRE 2019

SOMMAIRE

04 AVANT-PROPOS

05 SYNTHÈSE

La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan

Partie 1

- 7** Structuration territoriale des Armées
- 9** La base de défense Rennes-Vannes-Coëtquidan
- 11** Les activités éducatives et sociétales des Armées

Poids économique de la base de la défense en Ille-et-Vilaine

Partie 2

- 15** La présence de la base de défense en Ille-et-Vilaine
- 16** Empreinte territoriale des Armées en Ille-et-Vilaine : une dizaine de sites principaux, un parc de 500 bâtiments
- 19** Empreinte socio-économique : 3 100 habitants de Rennes Métropole ont un emploi dans les Armées (militaires et civils)
- 22** Empreinte financière : plus de 106 millions € de dépenses des Armées pour ses sites breilliens

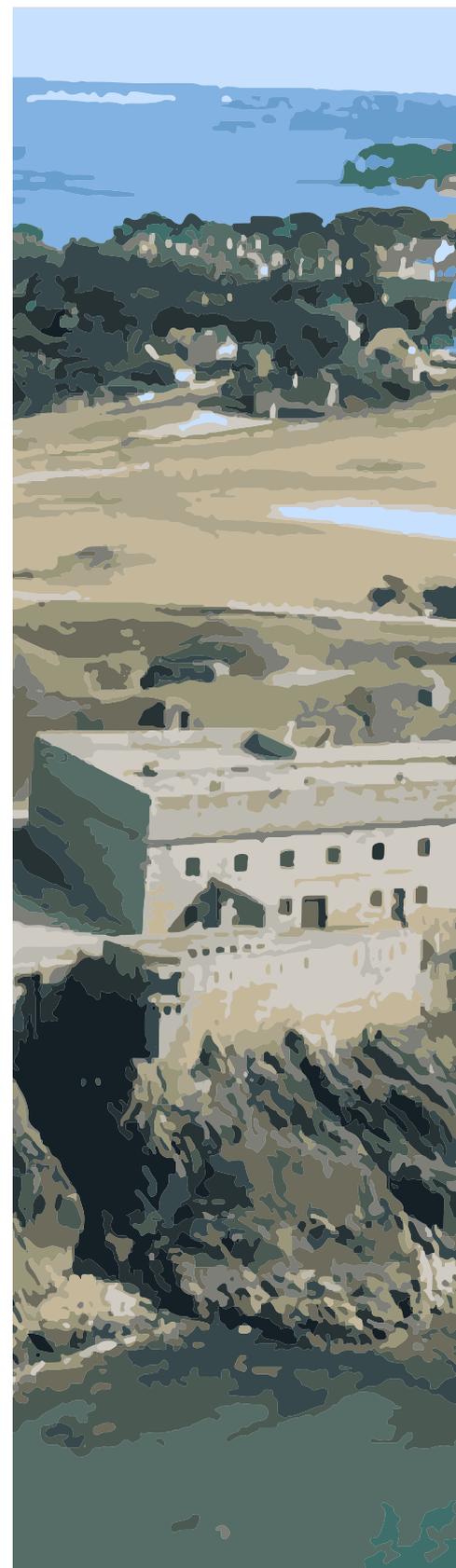
Poids économique de la base de défense en Morbihan

Partie 3

- 31** La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan en Morbihan : 3 000 emplois
- 35** Poids des dépenses de la base de défense en Morbihan : 23 millions €/an

Annexes

- 41** Glossaire



Avant-propos

La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan a été créée au 1^{er} janvier 2019, par un regroupement de deux entités auparavant distinctes : d'une part celle de Rennes et d'autre part celle de Vannes - Coëtquidan. C'est ce nouveau périmètre qui fait l'objet de cette étude, menée par l'Audiar avec le concours du Commandement de la base de défense Rennes-Vannes-Coëtquidan (RVC).

Les sites des Armées en Morbihan relèvent de deux bases de défense distinctes : de Vannes à Coëtquidan, les sites sont soutenus par la base de Rennes-Vannes-Coëtquidan. Les implantations lorientaises relèvent de la base de défense de Brest-Lorient.

L'étude Audiar ne porte que sur la base Rennes-Vannes-Coëtquidan.

La remontée des données 2018 a été réalisée à partir des deux anciennes bases de défense ; elles font donc l'objet de deux analyses distinctes dans le document.

Chiffres clés

9 240

emplois directs
(militaires et civils)



Une perspective de

10 300

emplois à 2025



123 M€ dépensés
chaque année par le
ministère des Armées
pour le fonctionnement
de ses sites



430

entreprises
travaillant
pour les armées



40 entreprises partenaires
Défense pour la
reconversion des militaires

7 900

enfants
de moins de 20 ans
dans les familles militaires et
civils employés sur la base
de défense de
Rennes-Vannes-Coëtquidan



Synthèse

La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan s'articule désormais autour de 5 pôles d'activités principaux situés :

- à St-Aubin-du-Cormier autour du 11^e régiment d'artillerie de Marine,
- à Bruz autour de la Direction générale de l'Armement – Maîtrise de l'information et du 2^e régiment du matériel,
- dans le pôle urbain Rennes / St-Jacques-de-la-Lande / Cesson-Sévigné avec des sites de gestion, de soutien, de cybersécurité et l'école des transmissions,
- à Coëtquidan et ses écoles,
- à Vannes-Meucon.

Elle emploie directement 9 240 militaires et civils avec une perspective à court terme de plus de 10 300 personnels.

L'impact économique de la base de défense RVC est majeur : c'est au minimum 123 millions d'euros de dépenses de fonctionnement et d'investissement (hors masses salariales) qui sont dépensés chaque année par le soutien de ses implantations. Plus du quart est capté par les entreprises d'Ille-et-Vilaine et Morbihan. D'ailleurs, plus de 430 sociétés de ces deux départements sont fournisseurs du Ministère des Armées.

En outre, plus de 3 000 emplois sont induits par les Armées dans les deux départements, via les achats par les familles des biens de consommation courante, des services de proximité, des loisirs et des logements...

Les personnels employés sur la base de défense s'installent préférentiellement le long des axes Guer-Rennes (N24), Rennes-Bain de Bretagne (N137) et l'A84 de Liffré à Fougères ainsi que dans l'agglomération vannetaise. Certaines communautés de communes sont très dépendantes de ce gros pourvoyeur d'emplois et de revenus, comme Liffré-Cormier Communauté ou de l'Oust à Brocéliande.

Du point de vue des spécificités territoriales de la présence du Ministère des Armées en Ille-et-Vilaine et Morbihan, deux excellences émergent : celle en cybersécurité autour des activités de la DGA-Mi à Bruz et des spécialisations guerre électronique et transmissions à St-Jacques et Rennes (plus de 2000 emplois actuellement) et celle en formation supérieure avec les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et l'école des transmissions à Cesson-Sévigné.



sur l'Ille-et-Vilaine

sur le Morbihan

6 500 emplois militaires et civils sur sites. Prévisions à **7 700** en 2025

350 établissements fournisseurs des armées



5 700 breilliens employés par la base de défense Rennes-Vannes-Coëtquidan

3 240 emplois militaires et civils sur les sites morbihannais de la base de défense RVC



2 960 morbihannais employés par la base de défense RVC

POIDS DE LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN

Partie 1

1- STRUCTURATION TERRITORIALE DES ARMÉES

La présence du Ministère des Armées sur le territoire

En Ile-et-Vilaine et en Morbihan, le ministère des Armées héberge des organismes des trois grands piliers de son ministère : l'État-major des armées, le Secrétariat général pour l'administration et la Direction générale de l'armement (DGA) :

- L'État-major des armées (EMA) est responsable de l'emploi des forces appartenant aux trois armées (Terre, Mer, Air) comme de leur soutien commun. Pour ce dernier, l'EMA s'appuie sur des directions interarmées de services : service de santé des armées, service du commissariat des armées, direction interarmées des réseaux et système d'information (DIRISI)... toutes représentées sur le périmètre de la BDD.
- Le Secrétariat général pour l'administration (SGA) complète ce dispositif dans les domaines de l'administration générale du ministère : infrastructure, action sociale et

ressources humaines. Le SGA concrétise son action sur le terrain au travers de chaînes spécialisées de l'action sociale, des ressources humaines et du service infrastructure des armées.

- Enfin, la Direction générale de l'armement (DGA) assure le développement des systèmes d'armes, équipements et matériels de haute technologie nécessaires aux armées.

Le ministère des Armées est territorialement organisé en cinq « zones de défense et de sécurité » et deux circonscriptions maritimes. L'Ile-et-Vilaine et le Morbihan se situent en Zone de défense Ouest qui s'étend sur 20 départements, soit 1/4 du territoire métropolitain pour 13 millions d'habitants. Elle inclut aussi 2 700 km de côtes (un peu plus de 50 % du littoral français métropolitain Corse comprise).

Les bases de défense : définition

Les « bases de défense » (BdD), pour leur part, constituent l'unité territoriale de cohérence sur laquelle sont dispensées les prestations de soutien et l'environnement de travail nécessaires à l'accomplissement des missions des formations stationnées. Elles évoluent également vers un statut d'échelon déconcentré du ministère des armées en région.

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU MINISTÈRE DES ARMÉES



Source : Ministère des Armées

La BbD est placée sous l'autorité d'un « commandant de base de défense » (COMBdD). Subordonné au centre interarmées de coordination des soutiens (CICoS) implanté à Balard (Paris), le COMBdD agit par subsidiarité du CICoS pour réaliser, sur l'aire géographique qui délimite la base de défense, non seulement l'optimisation et la coordination des soutiens, mais également l'évaluation de leur performance ainsi que la mise en œuvre de certaines politiques sectorielles du ministère (immobilier, prévention, maîtrise des risques et environnement, action sociale, logement, prépa-

ration opérationnelle individuelle des personnels militaires servant dans les organismes de soutien...).

Initialement au nombre de 51, Il existe aujourd'hui 45 bases de défense en France métropolitaine et d'outre-mer, dont deux sont implantées en région Bretagne (BdD de Rennes – Vannes-Coëtquidan, BdD de Brest-Lorient). La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan a été créée le 1^{er} janvier 2019 par un regroupement de deux bases de défense.

CARTE DES BASES DE DÉFENSE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019
Bases de défense 2019 (45BdD)



Source : Sénat - Loi de finances 2019

2 - LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN

Implantations

La base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan s'articule autour de 5 pôles d'activités :

- Saint-Aubin du Cormier ;
- Rennes/Saint-Jacques-de-la-Lande/Cesson-Sévigné ;

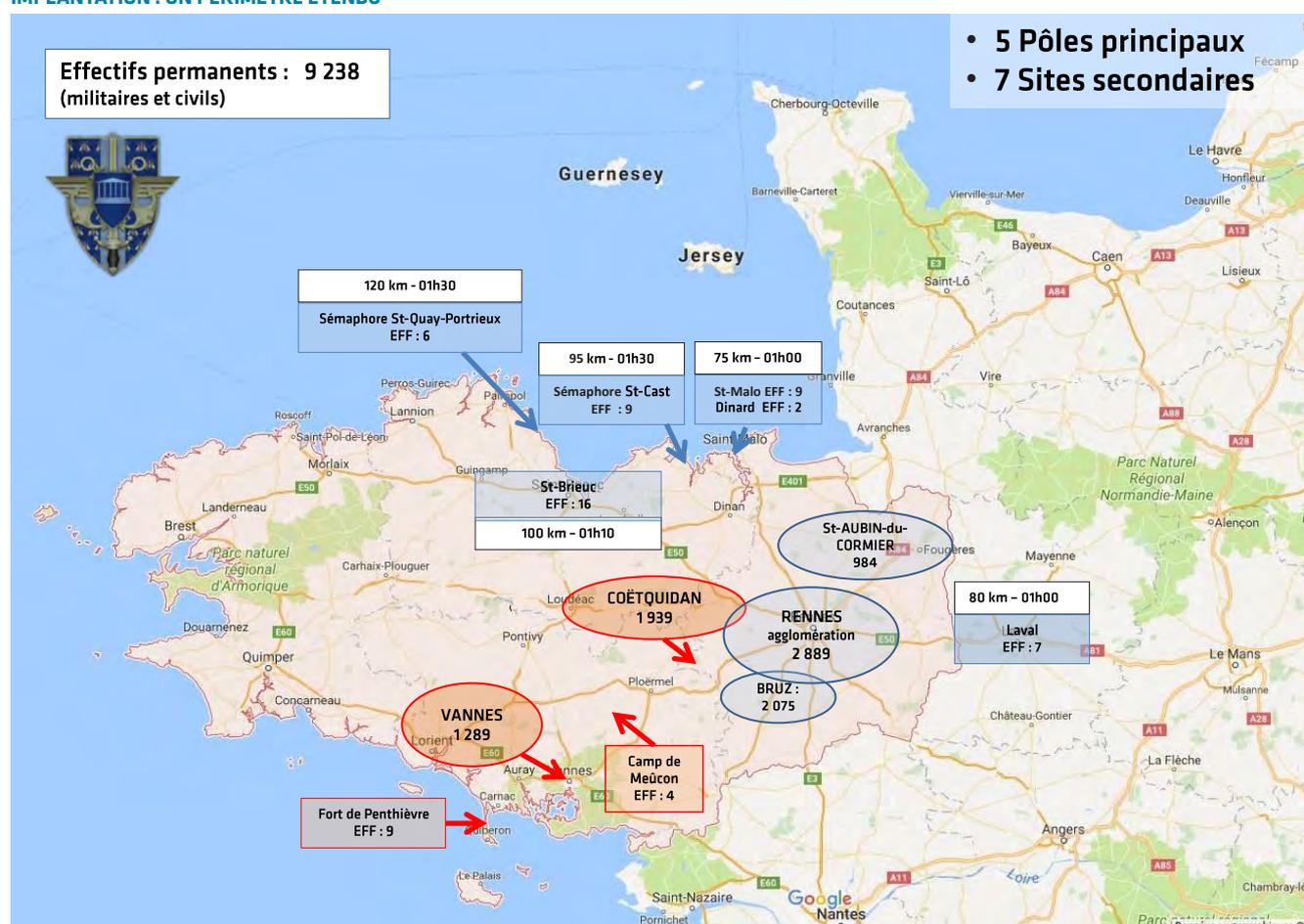
- Bruz ;
- Coëtquidan ;
- Vannes et Meuçon ;
- et quelques emprises spécifiques sur la façade de la Manche, à Laval et à Quiberon.

De Laval à Quiberon, elle s'étale donc sur un périmètre d'élongation (durée de trajet) de 2h15 environ.

Elle emploie 9 238 militaires et civils.

CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE BASE DE DÉFENSE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN

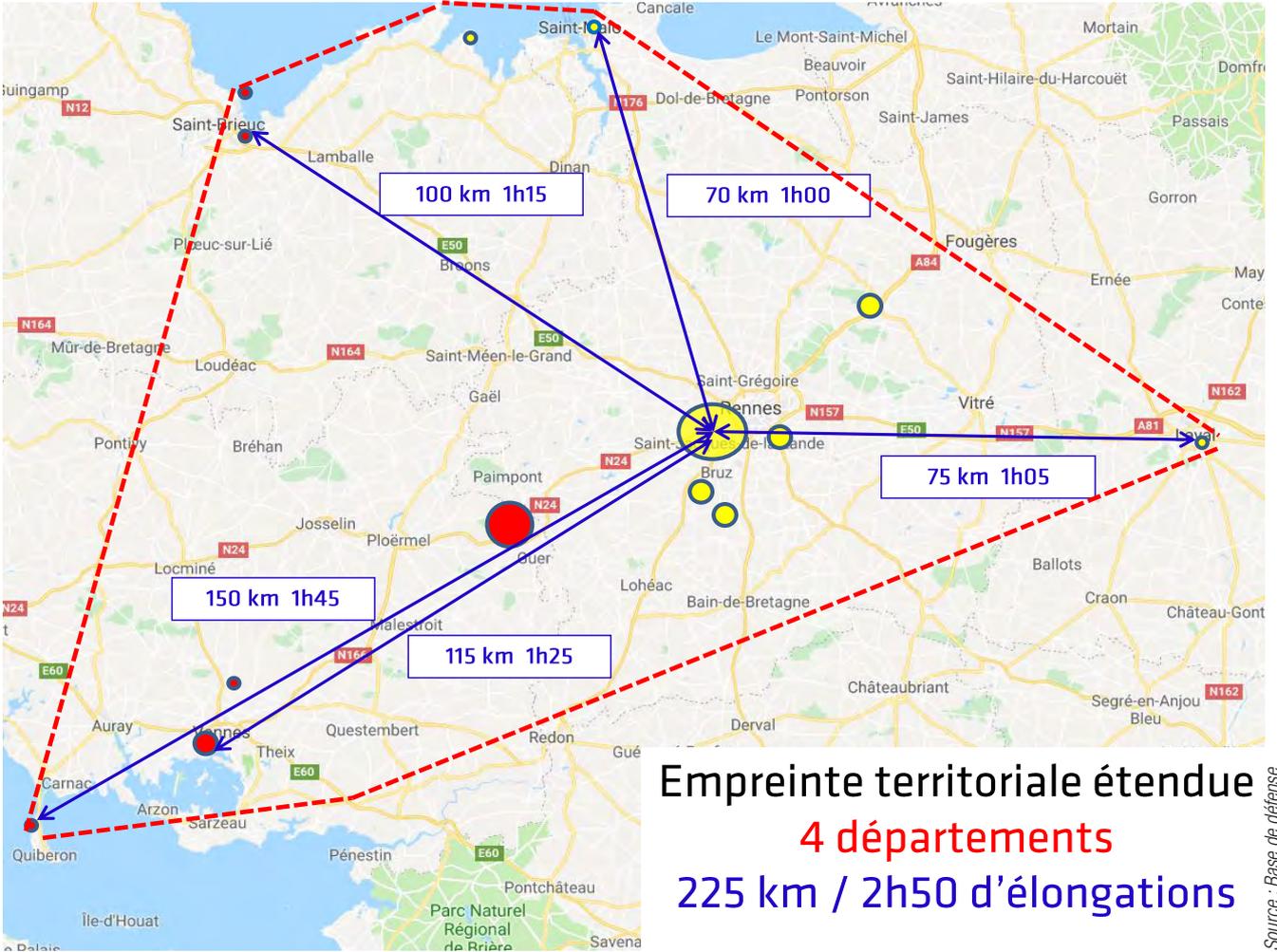
IMPLANTATION : UN PÉRIMÈTRE ÉTENDU



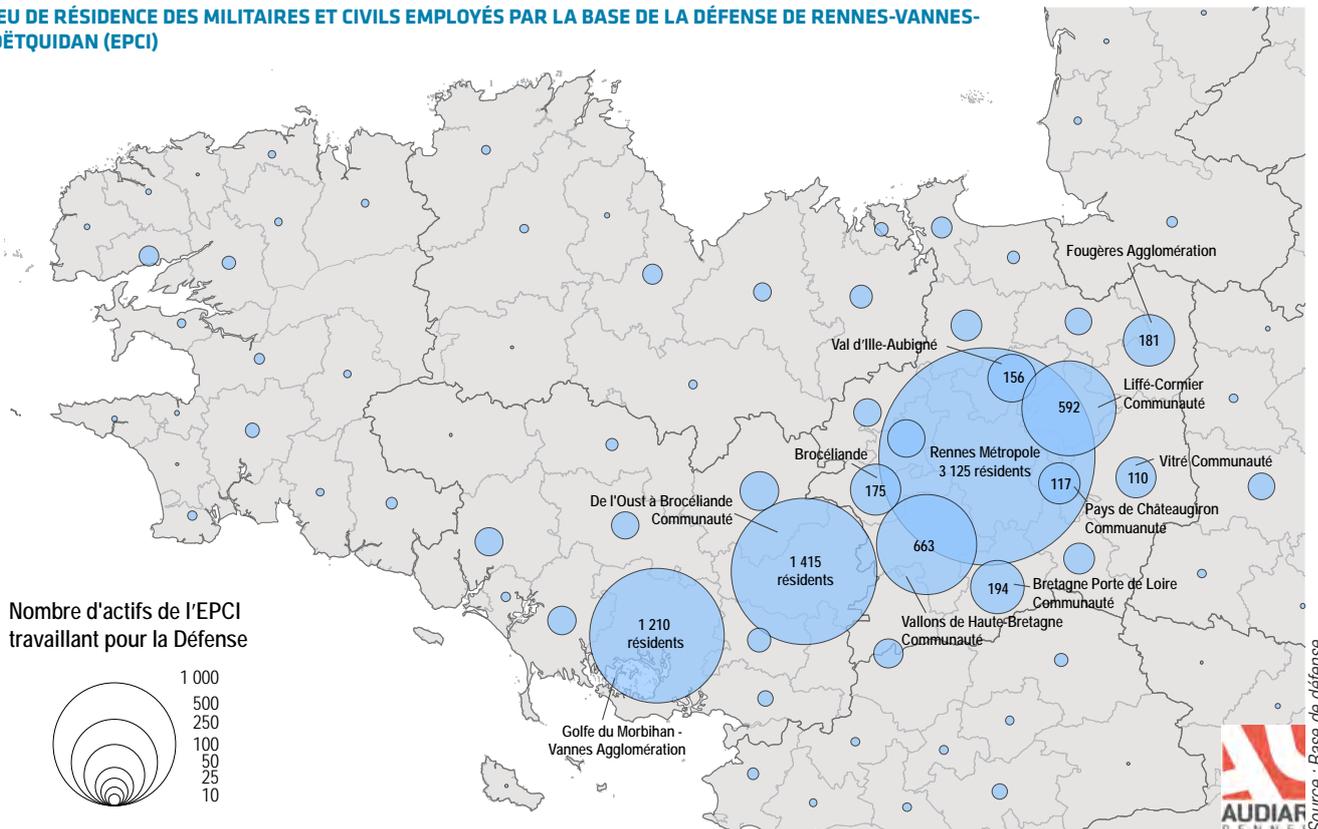
Effectif total : 10 295 y compris stagiaires à Rennes/Cesson-Sévigné (477) et Coëtquidan (551) et 29 STNL.

Source : Base de défense

CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE DE LA BASE DE DÉFENSE - RENNES-VANNES-COÛTQUIDAN



LIEU DE RÉSIDENCE DES MILITAIRES ET CIVILS EMPLOYÉS PAR LA BASE DE LA DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COÛTQUIDAN (EPCI)



3 - LES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ET SOCIÉTALES DES ARMÉES

Les Armées véhiculent des valeurs de savoir-être et de citoyenneté, au cœur des principes républicains. Ils se traduisent notamment par la mise en œuvre d'actions éducatives et la valorisation du patrimoine mémoriel, au service de l'ensemble de la société.

Le ministère des Armées a pour mission d'entretenir la mémoire des conflits. La politique de mémoire est destinée à perpétuer le souvenir des guerres que la France a connues depuis 1870, à accompagner les actions des anciens combattants en faveur de la transmission des valeurs républicaines qu'ils ont défendues et à favoriser la cohésion sociale.

Elle donne lieu notamment à des commémorations qui ont pour effet de mobiliser l'attention sur des événements et de marquer l'hommage rendu par la communauté nationale aux anciens combattants et aux victimes de conflits. Elle se traduit aussi par la mise en œuvre d'actions éducatives et la valorisation du patrimoine mémoriel : archives et bibliothèques, musées, lieux de mémoire et nécropoles.

Ce rôle mémoriel et éducatif est assuré dans le périmètre de la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan par le biais de divers canaux parmi lesquels le trinôme académique qui a pour objet de donner aux personnels de l'Education Nationale une formation et des outils pédagogiques en matière de défense et des communications mémorielles (cérémonies, expositions, concerts).

Trinôme académique : 950 enfants sensibilisés

Le trinôme académique fonctionne sous la responsabilité du Recteur assisté de l'autorité militaire territoriale et des présidents des associations régionales de l'IHEDN (institut des hautes études de défense nationale). Il se décline en 4 axes : engagement et citoyenneté (construire et faire vivre les valeurs de la république dans et au dehors de l'école), mémoire, histoire, approche historique de la notion de citoyenneté, géopolitique, et orientation des élèves par la découverte des métiers de Défense et sécurité¹. Outre l'organisation de formations et la diffusion de supports, il organise des rencontres et des échanges entre élèves et personnels des armées et des visites de sites et d'établissements militaires par les écoles, les collèges, les lycées.

En 2018, 28 interventions en milieu scolaire ont été organisées dans les départements du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine, concernant plus de 950 élèves. 55 professeurs et encadrants ont reçu une formation via le trinôme académique. Par ailleurs 7 classes de Défense et citoyenneté ont été créées (partenariat pluriannuel avec une unité militaire).

¹ - Le trinôme académique de Rennes. <http://www.ac-rennes.fr/cid106858/trinome-academie.html#trinome>.

Activité du Trinôme académique	2017	2018
Nombre de journées organisées	4	4
Nombre de participants (professeurs et encadrement)	55	55
Nombre de Classe de défense et citoyenneté	4	7
Nombre interventions en milieu scolaire	20	28
Nombre de participants (élèves)	640	950

Source : Base de défense

Réserve citoyenne : 60 membres

Les départements de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan réunis comptent 51 réservistes citoyens de l'Armée de Terre et de la Marine Nationale et 7 réservistes à la jeunesse et à la citoyenneté.

Activité de la réserve citoyenne	Ille-et-Vilaine	Morbihan
Nombre de membres de la Réserve citoyenne	44	7
Nombre de Réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC)	3	4

Source : Base de défense

Les Réservistes Locaux à la Jeunesse et à la Citoyenneté (RLJC) ont été créés en 2003 pour renforcer le lien Armées-jeunesse, en particulier dans les zones défavorisées ou sensibles. Ce sont des bénévoles (éducateurs, sportifs, chefs d'entreprise, médiateurs, responsables associatifs, animateurs culturels...) qui, dans leur vie professionnelle ou associative, agissent déjà en direction de la jeunesse. Ils œuvrent avec la Défense pour organiser et animer, sous des formes diverses, des actions autour de la citoyenneté et du lien Armées-Nation auprès des jeunes, notamment dans les quartiers difficiles.

Journée Défense et Citoyenneté : 35 000 jeunes gérés depuis Rennes

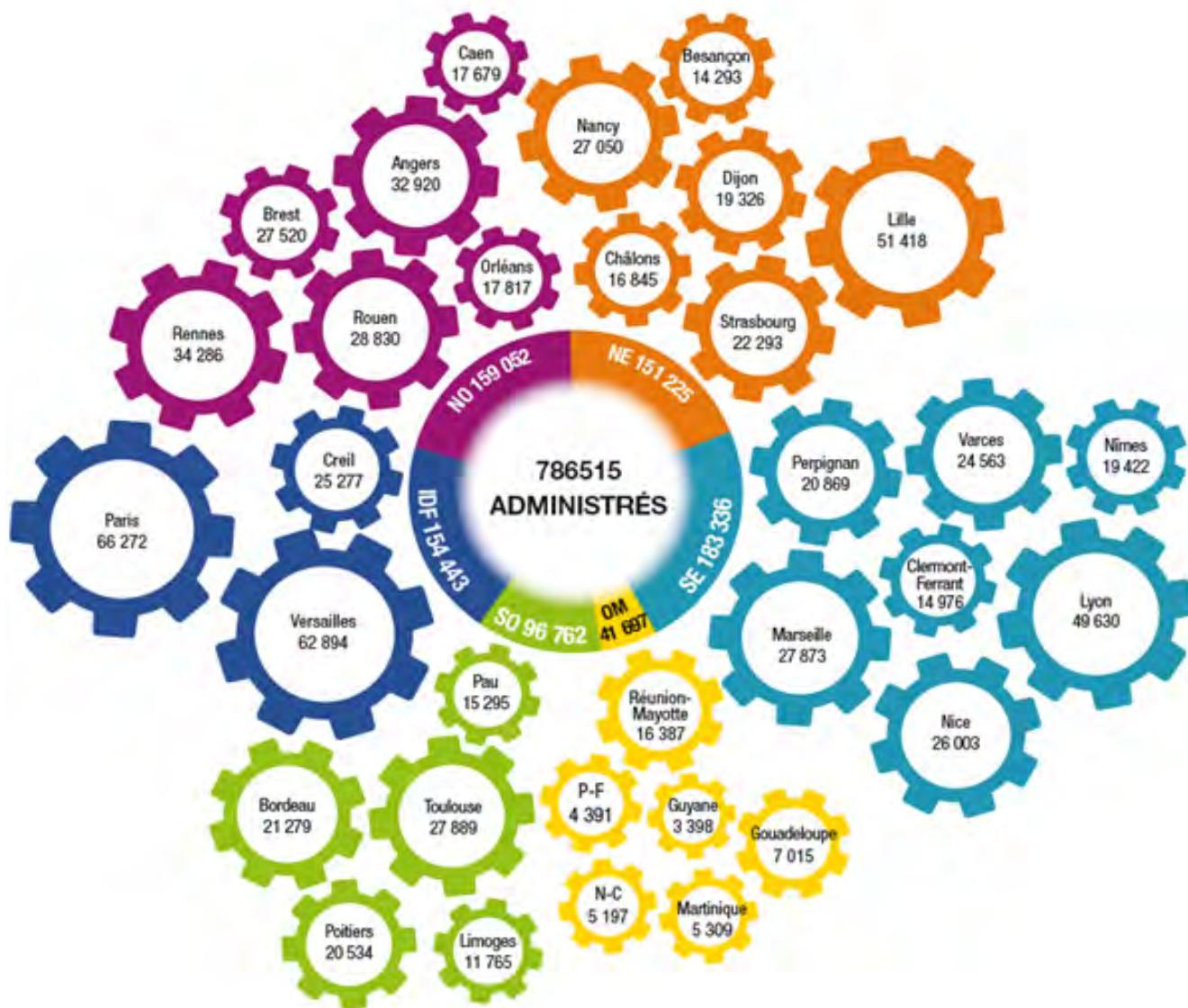
Ultime étape du " Parcours de citoyenneté ", depuis les cours d'enseignement de défense au collège et au lycée et le recensement en mairie à l'âge de 16 ans, la Journée Défense et citoyenneté (JDC) est une occasion de rencontre de l'ensemble d'une classe d'âge (750 000 jeunes par an en France) avec son armée. Elle est aussi un outil de lutte contre l'illettrisme. Chaque jeune en JDC est soumis à un test d'évaluation des acquis fondamentaux de la langue française, élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale. Les jeunes repérés en difficultés sont reçus en entretien pour se voir proposer des solutions grâce notamment aux missions locales ou aux établissements publics d'insertion de la défense.

Sur le périmètre de la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan 2 centres du service national conduisent la mission " Journée défense et citoyenneté ".

En 2017, le centre du service national de Rennes la mène dans 3 départements (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Mayenne). Il gère et anime 8 sites JDC au profit d'environ 35 000 jeunes par an (4,4 % du total national).

Le centre du service national de Brest assure cette même mission dans les 3 départements bretons (Côtes d'Armor, Finistère et Morbihan), pour un public d'environ 27 000 jeunes par an.

RÉPARTITION DES 786 615 JEUNES PRÉSENTS EN JDC PAR ÉTABLISSEMENT DU SERVICE NATIONAL ET PAR CENTRE DU SERVICE NATIONAL



Source : Rapport d'activités 2017 de Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ). La jeunesse au cœur de la Défense. Juin 2018

Des activités mémorielles et culturelles grand public

Les activités mémorielles peuvent être résumées en quelques chiffres : 20 cérémonies organisées à Rennes, 8 expositions circulant dans les départements Morbihan et Ille-et-Vilaine, 10 concerts dans ces mêmes territoires et 3 musées.

Activité mémorielle	2017	2018
Nombre de cérémonies nationales et locales organisées à Rennes	20	20
Nombre de scolaires y participant à Rennes	260	650
Nombre de prêts d'expositions mémorielles dans le 35 et le 56	2	8
Nombre de concerts donnés par la Musique des Transmissions dans le 35 et le 56	8	10

Source : Base de défense

La Musique des Transmissions, composée de 55 musiciens professionnels, est installée à Rennes. Les instruments traditionnels tels que la cornemuse ou la bombarde permettent d'ailleurs d'inscrire à son répertoire quelques pièces de la culture bretonne. Formation musicale renommée, elle est un outil de rayonnement, capable à la fois de susciter l'attachement des français aux valeurs républicaines qui les unissent mais aussi de les représenter à l'étranger le temps d'un concert.

Le territoire comporte également 3 musées : celui des transmissions l'Espace Ferrié, installé à Cesson-Sévigné, celui des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et le musée de la résistance bretonne à Saint-Marcel.

Musée d'histoire et de technique, l'Espace Ferrié amène à réfléchir sur les usages d'une fonction essentielle : la communication à distance, et l'influence des systèmes d'informa-

tions et de communications². Plus d'une centaine d'éléments sont présentés selon deux approches complémentaires : évolution des techniques (les systèmes archaïques, l'électricité, la triode, les faisceaux hertziens, le transistor, le microprocesseur, les satellites et les fibres optiques, les usages de demain) ou thématiques (communiquer, la guerre électronique, le Chiffre, le traitement des données, la télématique, l'interopérabilité). Des maquettes de satellites et de lanceurs complètent la partie "satellites et fibres optiques" de l'exposition permanente.

Inauguré en 1912, le musée des officiers des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan est le plus ancien des musées de l'armée de Terre³.

Situé au cœur des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, le musée des Officiers retrace les événements majeurs qui ont construit la France à travers les destins croisés des officiers de l'armée de Terre qui l'ont servie. Inauguré en 1912, ce lieu de mémoire présente de façon chronologique la création des écoles dédiées à la formation des officiers et met en exergue les grands personnages qui y ont été formés ainsi que «l'esprit de Saint-Cyr» et les valeurs qui fédèrent le monde militaire. Ouvert au grand public, il propose aux enfants des parcours ludiques et pédagogiques.

Le musée de la résistance bretonne est quant à lui dédié à l'histoire de la Résistance bretonne et spécialement au maquis de Saint-Marcel qui compta 2 500 hommes.



2 - <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/musee-des-transmissions-espace-ferrie>

3 - <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/musee-du-souvenir-des-ecoles-de-saint-cyr-coetquidan>



© Droits - Armée de Terre 2019

Partie 2

LE POIDS ÉCONOMIQUE DE LA BASE DE LA DÉFENSE EN ILLE-ET-VILAINE

1 - LA PRÉSENCE DE LA BASE DE DÉFENSE EN ILLE-ET-VILAINE : 6 500 EMPLOIS

En Ille-et-Vilaine, la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan s'articule en trois pôles d'implantation principaux : le cœur de la métropole rennaise ; les communes de Bruz et de Saint-Aubin-du-Cormier, ainsi que cinq sites en périphérie de l'Ille-et-Vilaine ou dans les départements voisins.

Ces divers pôles accueillent actuellement 6 505 militaires et civils (dont les stagiaires de l'École des transmissions) répartis entre 54 entités du ministère des Armées. Ces effectifs sont en accroissement régulier par la création d'organismes ou la concentration d'effectifs provenant de la zone de défense Nord-Ouest via diverses mesures de réorganisation ou de restructuration. Depuis 2016, le gain est de l'ordre de + 400 avec la perspective de 7 500 à 7 700 personnes d'ici 2025.

Ces « entités », organismes et leurs unités subordonnées et antennes, relèvent de 27 filières ou « métiers », exercés au sein du ministère des Armées, qu'il s'agisse : de commandement (États-majors) ; de relations civilo-militaires (DMD⁴) ; de diverses fonctions opérationnelles ; de soutiens en infrastructure (systèmes d'information, logistique opérationnelle, santé, restauration, habillement...) mais aussi de gestion des ressources humaines ; de recherche et de développement technologique ; de recrutement... et jusqu'à l'action de l'État en mer... !

Cette diversité explique le nombre et la variété des organismes présents sur la base de défense :

- **l'Hôtel de commandement** de l'Officier général de zone de défense et de sécurité Ouest (OGZDS-O) ;
- **l'État-major** de Zone de Défense (EMZD) de Rennes ;
- **Le commandement Systèmes d'information et de communication (SIC) des forces de l'armée de Terre** et son pôle de formation, l'École des transmissions (Cesson-Sévigné) ;
- **2 régiments** : 11^{ème} Régiment d'artillerie de Marine (Saint-Aubin-du-Cormier La Lande d'Oué) et 2^{ème} Régiment du matériel (Bruz) ;

4 - DMD : Délégation militaire départementale, représentant de l'officier général de zone de défense et conseiller du préfet sur le plan militaire.

- **un établissement** de la Direction générale de l'armement (DGA Maîtrise de l'information, Bruz) ;
- **8 directions régionales** des services interarmées (à Rennes), dont l'Établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) ; la Direction locale Interarmées des Réseaux et Systèmes d'Information (DL-DIRISI), la Plateforme commissariat (PFC), le Centre ministériel de gestion (CMG), un Établissement du service national (ESN), le Centre territorial d'action sociale (CTAS), le Bureau régional du logement (BRL), l'échelon de proximité des établissements des essences (ÉPÉE)...
- ... et leurs Services de soutien locaux à Rennes (SSL), dont l'Unité du service d'infrastructure de la Défense (USID), le Centre Interarmées des Réseaux et Systèmes d'Information (CIRISI), le Groupement de soutien de BdD (GS BdD), le Centre Médical des armées (15 CMA), l'Échelon social de proximité (ESP), le Bureau logement (BL)...
- **des unités de Cyberdéfense** (Rennes - Saint-Jacques-de-la-lande) :
- **une unité de guerre électronique** (Saint-Jacques-de-la-lande) : la 785^e compagnie de guerre électronique ;
- **une Cellule de production Images Terre** (CPIT) ;
- **un détachement aéronautique** (Saint-Jacques-de-la-lande) : escadrille d'avions de l'armée de Terre et une flotille d'hélicoptères de la gendarmerie, soit une dizaine d'aéronefs au total ;
- **un Groupement de recrutement et de sélection Nord-Ouest** (GRS-NO à Rennes) ;
- **6 centres d'information et de recrutement des forces armées** répartis sur le périmètre géographique de la base de défense (CIRFA à Rennes, Laval, Saint-Brieuc) ;
- **3 délégations militaires départementales** (Rennes, Laval et Saint-Brieuc) ;
- **2 sémaphores** (St-Cast-le-Guido et St-Quay-Portrieux) ;
- **diverses installations** : relais hertziens, dépôts, stations de pompage...

2- EMPREINTE TERRITORIALE DES ARMÉES EN ILLE-ET-VILAINE : UNE DIZAINE DE SITES PRINCIPAUX, UN PARC DE 500 BÂTIMENTS

L'implantation immobilière du ministère des Armées en Ile-et-Vilaine est de 583 000 m² de SHOD⁵ dont 15 000 m² de logement et 100 000 m² à la DGA.

Les sites brétiliens évoluent en raison de trois éléments de contexte : d'une part la montée en puissance des télécommunications puis de la cyberdéfense, spécialisation rennaise depuis les années 1960, d'autre part la réorganisation de divers services du ministère à l'échelle nationale, qui se traduit à Rennes par la création d'organismes nouveaux et des regroupements d'entités éparses du Grand Ouest sur le pôle rennais, enfin la volonté ministérielle de délocaliser en région des services centraux actuellement situés en Île de France.

Concernant les installations en Ile-et-Vilaine, la stratégie immobilière de la base de défense repose sur trois points clés : une décentralisation en périphérie de Rennes d'emprises trop enclavées dans le tissu urbain, la préservation de réserves foncières stratégiques et la densification de trois sites majeurs dans la Métropole rennaise.

Ces trois points clés se déclinent de la manière suivante :

Dans le cadre de la **décentralisation en périphérie de Rennes**, deux cessions immobilières sont actuellement à l'étude ou réalisées :

- **Cession du quartier Foch⁶** dans le cadre de l'aménagement de ce secteur urbain. Afin d'accueillir ces personnels, des bâtiments neufs seront construits sur des emprises déjà propriétés de l'armée au quartier Lyautey, à Rennes, et la Maltière à Saint-Jacques-de-la-Lande. Certains salariés rejoindront aussi le quartier Margueritte à Rennes.
- Depuis 2017 **transfert d'une partie du foncier de la base aéronautique de l'Armée de Terre** (à proximité de l'aéroport de Rennes-Saint-Jacques) **à d'autres services de l'État⁷**.

Des **réserves foncières stratégiques** sont **préservées**, voire sanctuarisées (quartier Lemonnier-La Lande d'Ouée 984 emplois/quartier Wiltz-Roimarmier au centre de Bruz 581 emplois), quartiers Lyautey La Courrouze et la Maltière 875 emplois.

⁵ Surface de plancher développée hors d'œuvre : sont exclus de cette surface les combles et sous-sols non aménageables, les balcons, loggias et terrasses, les aires de stationnement, les surfaces nécessaires aux aménagements en vue de l'amélioration de l'hygiène des locaux et de l'isolation thermique ou acoustique.

⁶ - Un terrain de près de 7 ha et 50 000 m² de surface de bâtiments où travaillent près de 800 personnes, militaires et civils : 7 hectares, beaucoup de potentiel. Ouest-France 13/04/2018.

⁷ - Ce transfert a précédé l'engagement n°11 du Pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne Février 2019 : « L'État mobilise l'ensemble de ses moyens pour aboutir à un transfert en pleine propriété du foncier nécessaire au projet d'extension de l'aéroport de Rennes Saint-Jacques porté par la Région avant le 1^{er} janvier 2021. Le transfert des parcelles fera l'objet, au préalable, de conventions entre l'État et la région fixant les obligations à la charge de la collectivité bénéficiaire. »

Une **densification** est opérée dans les emprises suivantes :

- **Quartier Lyautey-Courrouze** : 479 emplois actuellement, jusqu'à 950 à terme.
- **Quartier Leschi-École des transmissions à Cesson-Sévigné** : 663 permanents + 477 stagiaires actuellement.
- **Quartier Margueritte à Rennes** : 588 emplois actuellement, 800 à terme avec la bascule d'effectifs du quartier Foch.
- **Quartier Stephant-La Maltière à St-Jacques-de-la-Lande** : 510 emplois actuellement, 1 200 en 2025 via une spécialisation guerre électronique et cyberdéfense et un potentiel transfert du quartier Foch.
- **DGA Maîtrise de l'information à Bruz** : 1 494 emplois actuellement en croissance continue depuis 10 ans (l'effectif de 2011 était de 970 personnes). Le site de Bruz représente une emprise de près de 100 ha. La SHON est en constante évolution, en raison du renforcement de la spécialité cyber : elle est passée de 67 500 m² en 2009, à plus de 100 000 m² en 2019. Ce centre d'expertise en matière de guerre électronique, systèmes d'informations, cybersécurité, systèmes spatiaux, télécommunications, capteurs embarqués emploie près de 80 % d'ingénieurs, essentiellement civils⁸. Le site est spécialisé dans la protection et défense des systèmes d'information du Ministère des Armées, la lutte contre les menaces des engins explosifs improvisés, l'accompagnement et la validation technologique des développements des grands programmes d'armements, les luttes contre les attaques électromagnétiques ou l'usage de l'intelligence artificielle au service de la Défense⁹ ; Il a pour perspective d'atteindre 2 200 emplois d'ici la fin de la loi de programmation militaire (2025).
- À Rennes maintien des CIRFA à la Mabilais.
- À St-Jacques-de-la-Lande aéroport, maintien du Détachement aéronautique de l'armée de terre sur 7 ha pour 60 emplois.

⁸ - À Bruz, la guerre électronique a besoin de cerveaux. Ouest France 21/09/2018.

⁹ - Journée bretonne bien remplie pour le Chef de l'État. Ouest-France. 4 avril 2019.

L'Empreinte immobilière de la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan en Ille-et-Vilaine

DGA Maîtrise de l'information



Surface emprise : 1 000 000 m²

Quartier WILTZ-ROIMARMIER



Surface emprise : 596 000 m²



Bruz

Quartier LESCHI



Surface emprise : 260 000 m²



Cesson-Sévigné

Quartier FOCH



Surface emprise : 69 000 m²

Quartier MARGUERITTE



Surface emprise : 56 000 m²



Rennes

Quartier LEMONNIER



Surface emprise : 2 149 000 m²



St-Aubin-du-Cormier

Quartier STEPHANT LA MALTIERE



Surface emprise : 559 000 m²

DAAT



Surface emprise : 194 000 m²

Quartier LYAUTEY



Surface emprise : 189 000 m²



St-Jacques-de-la-Lande

Source : Base de défense

3- EMPREINTE SOCIO-ÉCONOMIQUE : 3 100 HABITANTS DE RENNES MÉTROPOLE ONT UN EMPLOI DANS LES ARMÉES (MILITAIRES ET CIVILS)

Les chiffres cités dans ce chapitre sont issus des bases de données datées de 2018 (hors flux moyen de stagiaires), anonymisées mais localisées à la commune.

5 700 brétiliens ont un emploi dans les Armées

Près de 5 700 Brétiliens (militaires et civils) sont employés par les Armées pour ses sites localisés en Ille-et-Vilaine et en Morbihan.

HABITANTS D'ILLE-ET-VILAINE AYANT UN EMPLOI DANS LES ARMÉES (MILITAIRES ET CIVILS)

	Lieu d'emploi : Ille-et-Vilaine	Lieu d'emploi : Morbihan	Total
Habitants d'Ille-et-Vilaine ayant un emploi dans les armées (militaires et civils)	5 404	323	5 727
Estimation des salaires (en millions €)	177,1	10,6	187,7
Emplois induits (ratios 0,52)	2 810	168	2 978

Source : Base de défense

La masse salariale injectée s'élève à 187 millions €/an (en moyenne 2 730 €/mois).

Ces personnels sont pour moitié des personnels sous statut militaire et pour une autre moitié des civils. Ils sont pour plus d'un quart des cadres supérieurs.

Il existe néanmoins une grande diversité de métiers exercés et de niveaux de qualification : des ouvriers de maintenance et agents techniques, aux ingénieurs électroniques et officiers supérieurs en passant par des agents administratifs.

Il faut aussi noter le profil atypique de la DGA Maîtrise de l'information qui se compose pour près de 80 % d'ingénieurs essentiellement civils, avec une ancienneté inférieure à 5 ans et un âge moyen de 41 ans. DGA-Mi poursuit le recrutement d'ingénieurs de très haut niveau, spécialisés dans l'analyse et la prévention des attaques informatiques. Les embauches vont se poursuivre dans les différentes spécialités. En 2017, ce sont plus de 90 nouveaux experts de très haut niveau qui ont rejoint les équipes de Bruz, et 65 autres en 2018.

3 000 emplois induits par les Armées

L'impact territorial se lit au travers des lieux d'emplois et également des communes de résidence ; les familles du personnel des Armées par leur présence génèrent de l'emploi induit. On peut s'essayer à un exercice d'évaluation des emplois induits sur la base des travaux de l'Adeupa¹⁰. En reprenant le ratio de 0,52 emplois induits par emploi direct,

¹⁰ - Agence d'urbanisme de Brest - Bretagne (Adeupa). Impact économique de la Défense sur le territoire de la Base de défense de Brest-Lorient - Février 2016.

l'Ille-et-Vilaine compte près de 3 000 emplois induits par les armées (biens de consommation courante, services de proximité, loisirs, logement...). L'Audiar n'a pas estimé l'emploi chez les fournisseurs des Armées ni l'impact des retraités ex-militaires.

Rennes Métropole, les Vallons de Haute-Bretagne et Liffré-Cormier Communautés logent plus des 3/4 des personnels des Armées

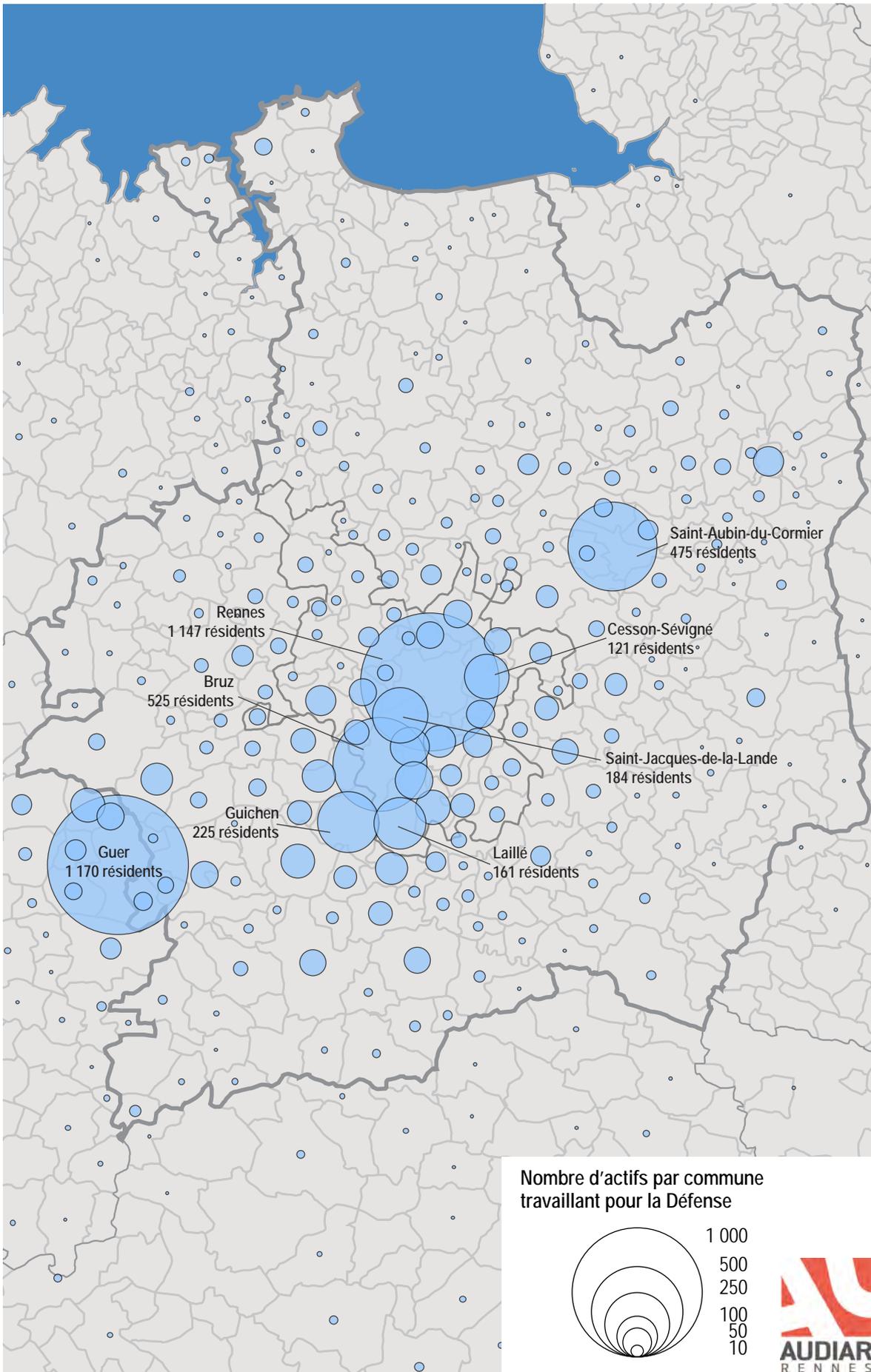
D'un point de vue géographique, les lieux de résidence des personnels des Armées sont répartis sur un axe Guignen-Fougères (cf. carte page suivante).

Rennes Métropole accueille plus de la moitié des personnels (dont près de 1 150 à Rennes, 520 à Bruz, 180 à Saint-Jacques-de-la-Lande, 160 à Laillé, 120 à Cesson-Sévigné, 90 à Pont-Péan). Les Communautés des Vallons de Haute-Bretagne et de Liffré-Cormier abritent chacune de l'ordre de 600 militaires et civils (dont 475 à Saint-Aubin-du-Cormier, 225 à Guichen, 70 à Goven). Plus de 3,7 % des actifs (population en âge de travailler de 15 à 64 ans) de Liffré-Cormier Communauté travaillent pour les Armées.

Intercommunalité	Nb de personnes ayant un emploi dans les armées
Métropole Rennes Métropole	3 125
CC Vallons de Haute-Bretagne Communauté	663
CC Liffré-Cormier Communauté	592
CC Bretagne porte de Loire Communauté	194
CA Fougères Agglomération	181
CC de Brocéliande	175
CC du Val d'Ille-Aubigné	156
CC Pays de Châteaugiron Communauté	117
CA Vitré Communauté	110
CC Montfort Communauté	94
CC Bretagne Romantique	67
CC de la Roche aux Fées	64
CA Redon Agglomération	57
CC de Saint-Méen Montauban	50
CC Couesnon Marches de Bretagne	49
CA du Pays de Saint Malo Agglomération	30
CC du Pays de Dol et de la Baie du Mont-St-Michel	11
Total	5 735

Source : Base de défense

ZOOM SUR L'ILLE-ET-VILAINE - LIEU DE RÉSIDENCE DES MILITAIRES ET CIVILS EMPLOYÉS PAR LES SITES DES BASES DE LA DÉFENSE DE RENNES ET DE VANNES-COÛTQUIDAN



Intercommunalité	Nb d'enfants de moins de 20 ans ayant au moins un parent salarié des armées
Métropole Rennes Métropole	2 717
CC Vallons de Haute-Bretagne Communauté	835
CA Fougères Agglomération	299
CC Liffré-Cormier Communauté	271
CC Bretagne porte de Loire Communauté	266
CC du Val d'Ille-Aubigné	234
CC de Brocéliande	203
CC Pays de Châteaugiron Communauté	191
CA Vitré Communauté	167
CC Montfort Communauté	124
CC de la Roche aux Fées	83
CC Couesnon Marches de Bretagne	81
CC Bretagne Romantique	77
CA Redon Agglomération	76
CC de Saint-Méen Montauban	72
CA du Pays de Saint Malo Agglomération	33
CC du Pays de Dol et de la Baie du Mont-St-Michel	15
Total	5 744

Source : Base de défense

5 700 enfants dans les familles des personnels des armées

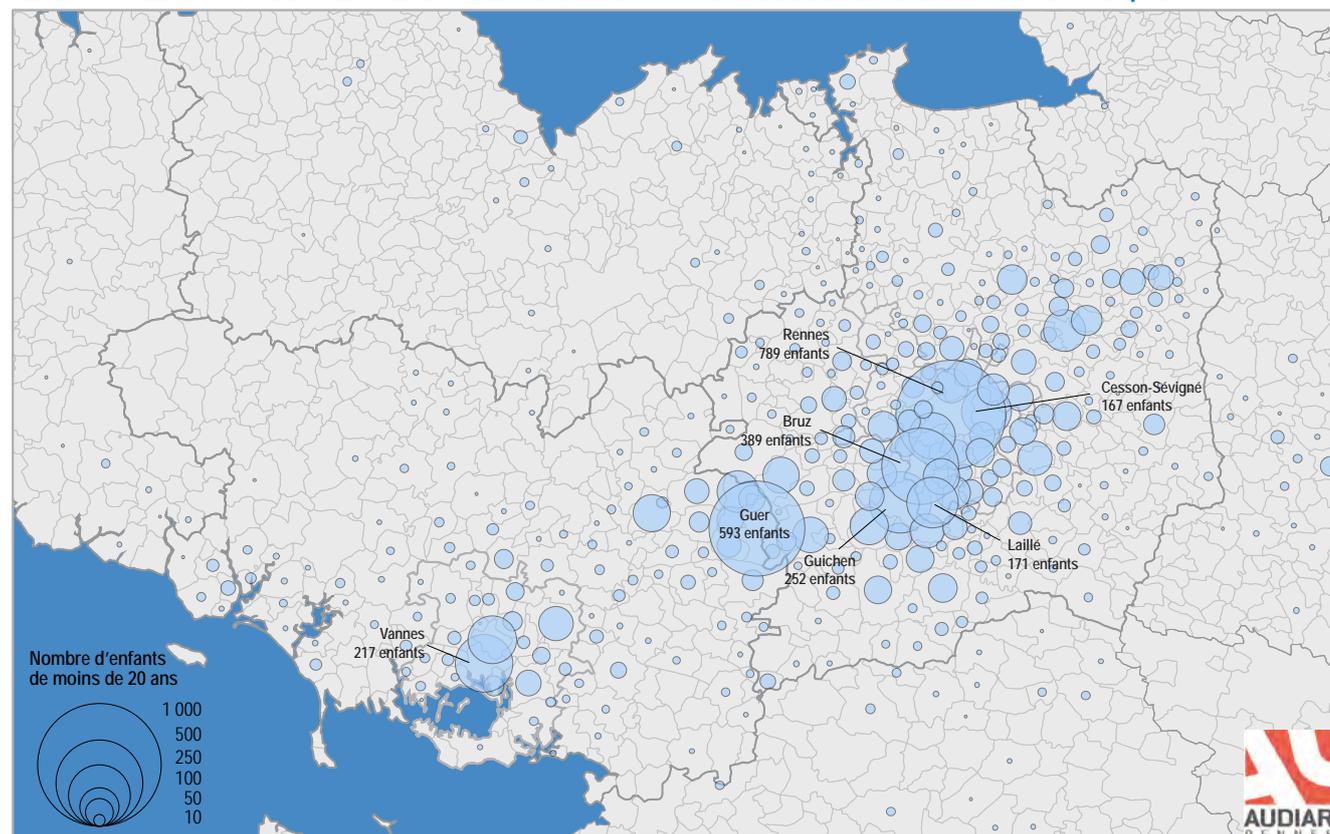
Concernant la dynamique démographique des territoires, environ la moitié des personnels militaires et civils ont au moins un enfant de moins de 20 ans. On dénombre plus de 5 700 enfants dans l'ensemble des familles ayant un emploi dans la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan.

Plus de 2 700 enfants de militaires et civils résident dans la métropole. Cette présence d'enfants de familles de militaires ou civils des armées est particulièrement forte pour les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) situés à proximité de Bruz (Vallons de Haute-Bretagne 835 enfants, Bretagne Porte de Loire Communauté 266) et ceux proches de la Lande d'Ouéé (Fougères agglomération 299 et Liffré Cormier Communauté 271).



© Droits : Armée de Terre 2019

RÉPARTITION DES ENFANTS DES MILITAIRES ET CIVILS TRAVAILANT POUR LA BASE DE DÉFENSE RENNES-VANNES-COÛTQUIDAN



Source : Base de défense

4 - EMPREINTE FINANCIÈRE : PLUS DE 106 MILLIONS € DE DÉPENSES DES ARMÉES POUR SES SITES BRETEILLIENS

La remontée des données 2018 a été réalisée à partir des deux anciennes bases de défense de Rennes et Vannes-Coëtquidan ; elles font donc l'objet de deux analyses distinctes dans le document.

Les acteurs budgétaires des Armées (base de défense, DGA, infrastructures...) ont dépensé, en 2018, plus de 106,69 millions €/an pour leurs sites d'Ille-et-Vilaine.

Sur ces 106 millions €, environ un quart sont captés par les entreprises de l'Ille-et-Vilaine.

DGA Maîtrise de l'information à Bruz : un budget moyen de 44 millions €

La Direction générale de l'armement Maîtrise de l'information de Bruz a dépensé en moyenne 44 millions €/an (hors salaires) sur la période 2017-2018, en diminution de 18 millions € (- 19 %) par rapport à la période 2013-2015 (62 millions €). Cette baisse s'explique par la livraison de programmes immobiliers exceptionnels sur la période précédente (- 10,8 millions € en achat immobilier) et par une diminution des achats techniques (- 7,7 millions € soit - 22 %).

Environ 10 % du budget est à destination des PME locales (nettoyage, espaces verts, contrôles et vérifications périodiques, transport, bâtiments & travaux publics, énergie...), sachant que plus de la moitié des prestations attribuées relève de marchés nationaux.

DÉPENSES HORS SALAIRES DE LA DGA MAÎTRISE DE L'INFORMATION DE BRUZ EN MOYENNE (ENGAGEMENTS EN MILLIONS D'EUROS)

	2017	2018	Moyenne annuelle
Achats techniques	28,7	27,5	28,1
Achats immobiliers	3,6	8,2	5,9
Achats de fonctionnement	9,4	11,3	10,35
Total	41,7	47	44,35

Source : DGA – Maîtrise de l'information

Les autres sites des Armées : plus de 60 millions €

L'ensemble des sites des armées en Ille-et-Vilaine hors DGA-Mi dépensent en moyenne au total 60 millions € par an (hors salaires). Ces sommes sont gérées par trois organismes SID, PFC-CO et BUO de la Base de défense.

Le service d'infrastructure des armées (SID) consacre à la base de défense de Rennes 29 millions €

Les organismes de la base de défense de Rennes ont généré en moyenne plus de 29 millions €/an pour l'investissement

et l'entretien courant¹¹ durant ces deux dernières années, en légère diminution depuis la période 2013-2015 (32 millions €/an en moyenne).

Les entreprises d'Ille-et-Vilaine ont travaillé pour le SID à hauteur de 16 millions d'euros par an environ (soit 55 % du total).

DÉPENSES HORS SALAIRES PAR LE SID POUR LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES EN MOYENNE

	2017	2018	Moyenne annuelle
Total dépenses	20,39	37,91	29,15
Dont entreprises de l'Ille-et-Vilaine	13,52	18,48	16,00

Source : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (SID) de Rennes

Étant donné la nature des dépenses étudiées (investissement et entretien courant) il est assez logique que l'essentiel des marchés facturés en 2017 et 2018 captés par les entreprises d'Ille-et-Vilaine relève du bâtiment et des travaux publics (à 98 % construction et entretien de locaux, travaux d'installation et d'entretien de climatisation, travaux publics, de la voirie et des réseaux). 1 % des dépenses concerne des fluides et énergies (eau, électricité, gaz, climatisation).

La PFC.CO (Plate-forme du commissariat centre-ouest) facture 16 millions €

Au sein du Commissariat des armées, la mission de la Plateforme achats finances est d'assurer le soutien général (moyens généraux) de toutes les formations militaires (régiments, port, ...) relevant de son périmètre de compétences, inscrites dans une base de défense (BdD). Le cœur de métier de cet organisme interarmées consiste dans un premier temps à contractualiser des achats conformément à une programmation préalablement établie (marchés publics), puis dans un second temps à exécuter les dépenses correspondantes.

MONTANTS RÉCAPITULATIFS DES DEMANDES DE PAIEMENTS AGSC 2017 POUR LES ORGANISMES SITUÉS DANS LE DÉPARTEMENT 35 (HORS DÉPENSES DE FORMATION)

	2017
Total dépenses	16,19 millions €

Source : Plate-forme Achats-finances Centre-Ouest

¹¹ - Code de dépenses (immobilier) : 31 et 51 : Des besoins essentiellement orientés vers la construction, l'entretien des bâtiments et des services opérationnels.

La base de défense de Rennes a dépensé en propre 9 millions €/an entre 2016 et 2018

En complément du Service d'infrastructure de la Défense et de la Plate-forme du Commissariat centre-ouest, la base de défense a dépensé en moyenne 9 millions €/an contribuant au fonctionnement courant.

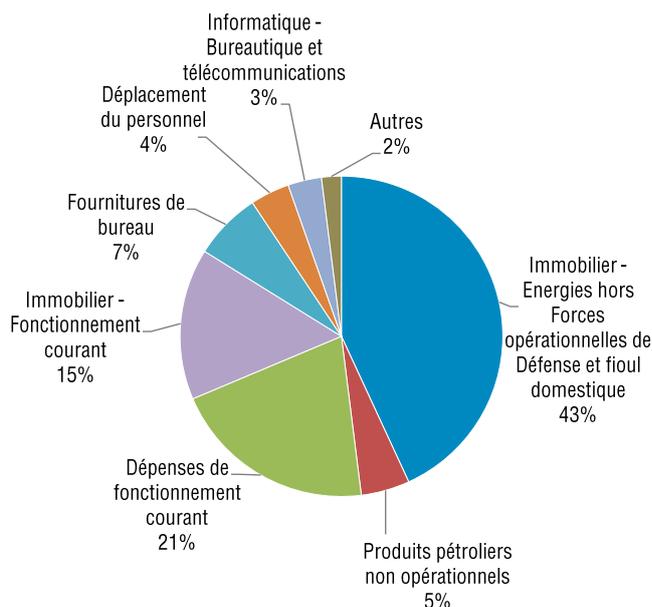
	2016	2017	2018	Moyenne annuelle
Total dépenses (en millions €)	9,90	12,04	5,58	9,17

Source : BUO (Bureau unité opérationnelle)

Nota : Le BUO de la base de défense peut passer des marchés jusqu'à 15 000 €, au-delà c'est obligatoirement la PFC.CO qui intervient.

43 % de son budget est destiné aux fluides et énergies nécessaires à l'immobilier. Un quart est destiné aux dépenses de fonctionnement courant (gardiennage, frais postaux, blanchissage, petit électroménager, outillage, petit ameublement...). Le 3^e poste de dépenses (15 %) est celui de l'entretien courant des bâtiments et le 4^e poste est constitué des fournitures de bureau, de l'informatique, des télécommunications et de la bureautique.

BUDGET DE LA BASE DE DÉFENSE ANCIENNETÉ DE RENNES (MOYENNE 2016-2018)



Source : BUO



© Droits : Armée de Terre 2019

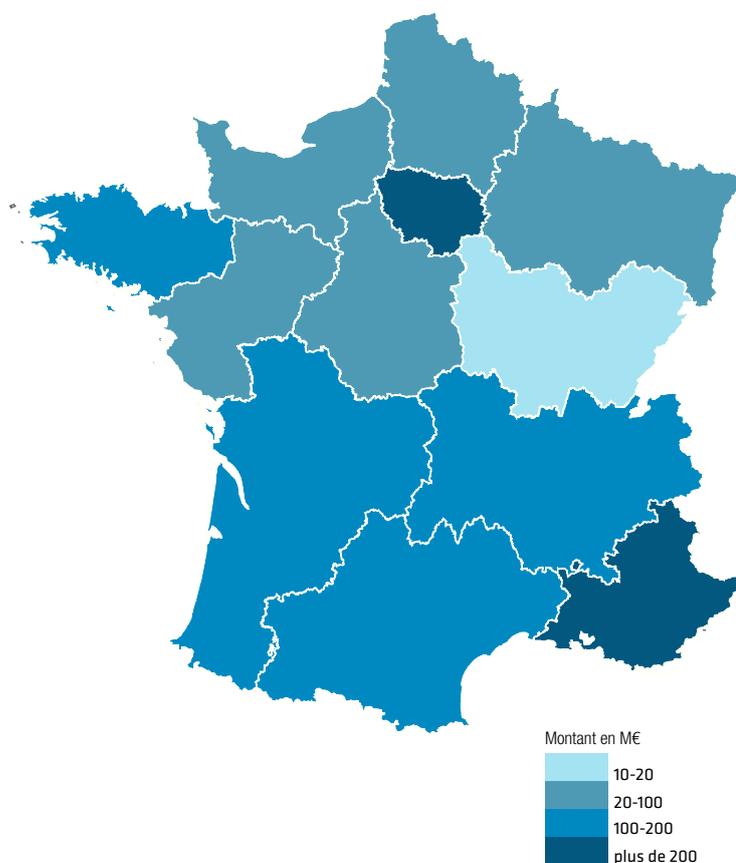
5 - MARCHÉS DES ARMÉES : 350 ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE CONCERNÉES

Contexte national et régional

En 2018 les paiements totaux du ministère des Armées à ses fournisseurs ont atteint 19,5 milliards d'euros, soit une progression de 2,8 % sur un an¹². On dénombre 27 863 entreprises fournisseurs directs, dont la moitié sont des micro-entreprises, 36 % des petites et moyennes entreprises (PME) et 8 % des entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Les estimations d'impacts économiques territoriaux de la Défense sont réalisées à l'échelle des régions uniquement. Selon l'Observatoire économique de la Défense (OED), en 2018, en France, la moitié des paiements aux PME, ETI et micro-entreprises sont concentrés sur 2 régions : l'Île-de-France (735 M€ de paiements soit 38 % du total) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (11,7 % des paiements et 10 % du nombre de PME fournisseurs). Pour toutes les autres régions, les paiements représentent moins de 10 % du total national. La brochure ne précise pas le montant pour 2018 pour la Région Bretagne, qui se situe néanmoins entre 100 et 200 millions € de paiements aux PME, ETI et microentreprises bretonnes.

MONTANTS PAYÉS AUX PME EN RÉGION



Source : ÉcoDef123 - mars 2019.

¹² - Bulletin de l'Observatoire économique de la Défense (SGA/DAF/OED) n°123 mars 2019. Annuaire statistique de la Défense. OES. Édition 2018.

Pour rappel, en 2015, les paiements directs du ministère des armées aux PME bretonnes se sont élevés à 103 M€ pour environ 1 500 entreprises bénéficiaires. Concernant la dimension ressources humaines, le Ministère estime que 22 000 militaires et 8 000 personnels civils sont présents en Bretagne. La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la Bretagne s'élève à 891,2 M€ (données 2015), soit 10,9 % de la masse salariale de la France métropolitaine.

	Région Bretagne
Paiements directs aux PME (M€)	102,8
Nombre de PME	1 488
Nombre de militaires et personnels civils	22 000
Masse salariale brute « Défense » (Mos €)	891,2

Champs : emplois principaux employés par le ministère des Armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

Source : Rapport 2017 de la délégation à l'accompagnement régional.

L'analyse des entreprises locales (donc à une échelle infra-régionale) placées sur les marchés du ministère des Armées est délicate à mener. L'Audiar estime néanmoins à 350 le nombre d'entreprises bretonnes travaillant pour la Défense.

350 établissements d'Île-et-Vilaine travaillent pour les armées

En croisant les trois sources explicitées dans l'encadré ci-après (fournisseurs des bases de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan, entreprises référencées sur l'opendata des marchés publics attribués par le ministère des Armées et entreprises présentes sur les annuaires spécialisés) on compte au total, près de 350 établissements travaillant potentiellement en Île-et-Vilaine sur le marché des Armées.

Ces sociétés ont pour domaine d'activités à 40 % le bâtiment, les travaux publics et les services associés (147 établissements), un quart dans le domaine du numérique (99 établissements), et 10 % dans l'industrie-équipement.

70 % de ces établissements sont situés dans Rennes Métropole (245).



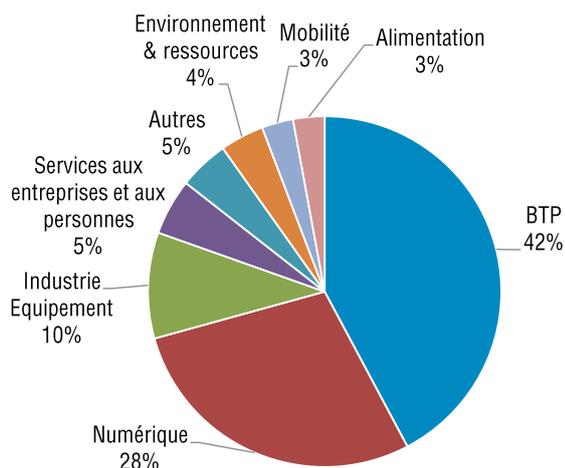
SOURCES D'IDENTIFICATION DES ENTREPRISES

Les trois sources utilisées par l'Audiar pour identifier les établissements breilliens travaillant pour la Défense sont les suivantes :

- La première source est issue des fournisseurs des bases de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan.
- La deuxième source est issue de l'opendata des marchés publics de l'État français. Ce fichier n'est pas exhaustif mais permet de repérer des établissements d'Ille-et-Vilaine ayant remporté des marchés publics du ministère des Armées.
- La troisième source se compose des réseaux locaux. En effet, BDI (Bretagne développement innovation) et le Pôle d'excellence cyber, notamment disposent d'annuaires de membres, dont certains s'adressent au marché de la Défense. Ce sont ces entreprises, ainsi que celles repérées dans la veille presse réalisée par l'Audiar, qui ont permis de compléter la liste.

Chaque source est différente, non exhaustive mais elles apportent chacune une vision complémentaire.

DOMAINE D'ACTIVITÉ DES ÉTABLISSEMENTS FOURNISSEURS DES ARMÉES EN ILLE-ET-VILAINE



Source : Audiar

On distingue d'abord les fournisseurs électroniques des armées comme Thalès Microelectronics¹³ (Etelles). Spécialisé dans l'assemblage de composants électroniques, ce site intervient à 80% pour des activités liées à la défense. L'usine (environ 600 emplois) fabrique des éléments (sous-systèmes de brouillage et de détection et antennes) pour l'avion militaire Rafale du groupe Dassault. Safran Electronic et Défense à Fougères (760 emplois) pour sa part, fabrique des calculateurs de moteurs d'avions et des armements air-sol modulaire. Sabena Tecnicos à Dinard réalise des visites périodiques des hélicoptères de type Puma de l'Etat français. Euro Shelter réalise les études et la fourniture de modules techniques.

13 - Thales Microelectronics a fusionné avec Thales Underwater System et Thales Systèmes Aéroportés dans le groupe nommé Thales Dms France qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,7 milliard d'euros.

L'essentiel des acteurs du numérique s'adressant au marché de la Défense se situe dans Rennes Métropole (84 établissements sur 99 au total en Ille-et-Vilaine).

Au-delà des services nécessaires au fonctionnement informatique courant des sites locaux, des entreprises rennaises innovantes sont choisies pour des prestations très pointues en telecom, ingénierie & conseil en systèmes informatiques ou cybersécurité. Sogitec industries (Bruz) et R&D Tech (St-Jacques) s'inscrivent pleinement dans cet écosystème numérique-défense. **Une entreprise rennaise a même levé des fonds auprès de Definvest, fonds du ministère des Armées géré par bpifrance et la Direction générale de l'armement (DGA).** Spécialiste de l'interception, dans l'espace, de signaux électromagnétiques, la société Unseen-Labs utilise sa technologie innovante, brevetée, pour suivre les navires par satellite. Afin de placer sur orbite une vingtaine de nanosatellites, elle a levé 7,5 millions d'euros en 2018.

Concernant le bâtiment et les travaux publics, 147 établissements économiques sont identifiés. Il s'agit de grands groupes nationaux ou internationaux comme Spie, Eiffage, Clemessy mais aussi d'entreprises locales de gros œuvre ou de finition (Angevin, SOGEA Bretagne, ETPO, Legendre...). En amont et aval des constructeurs, des bureaux d'études techniques sont également sollicités (Quinze architecture, SETUR ingenierie audit, CDTEC, Socotec, Qualiconsult...).

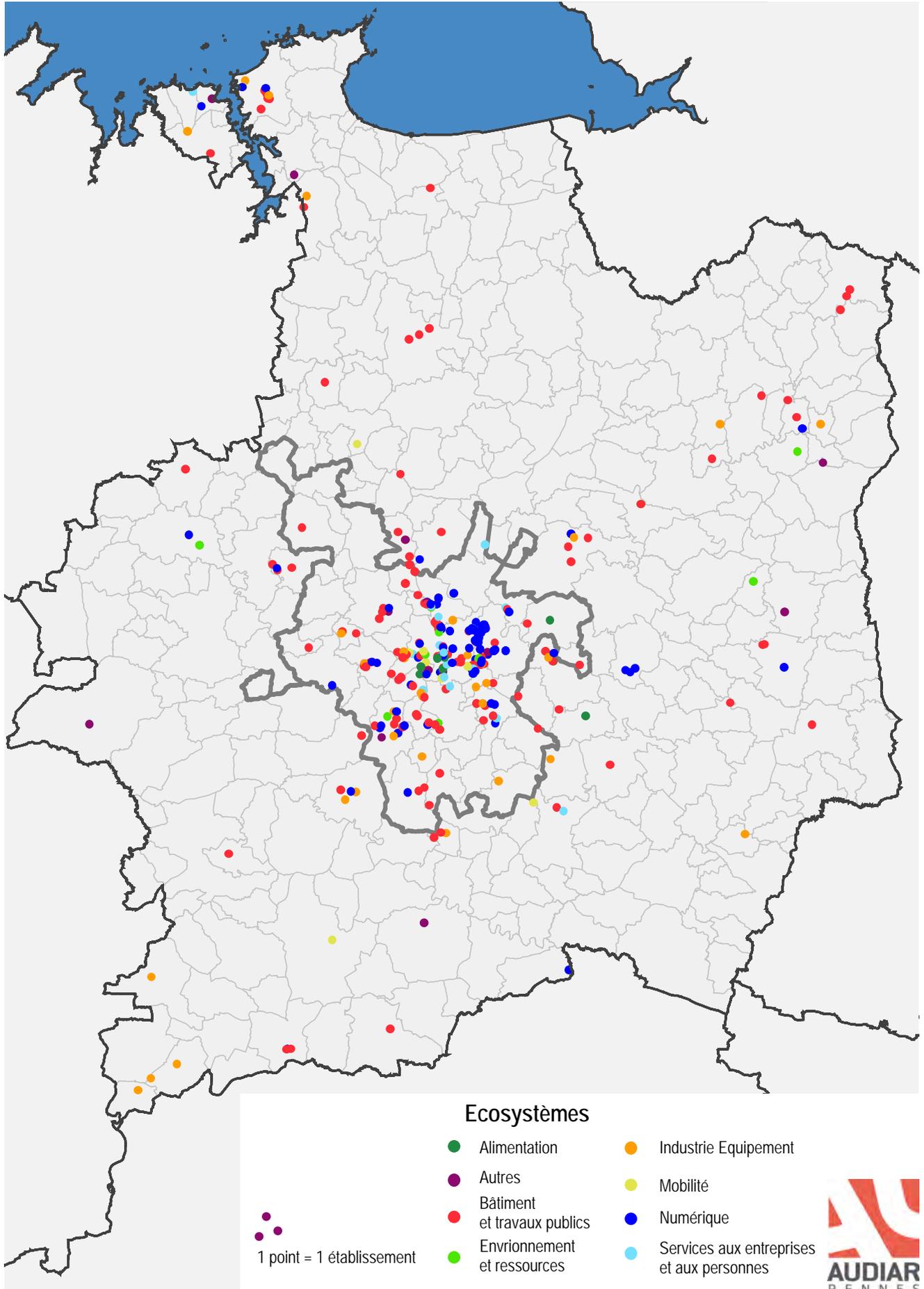
Il est à noter que des prestations particulières sont exigées en termes de gestion de déchets, sécurité, incendie et maintenance des bâtiments (présence de polluants et de munitions, strict contrôle d'accès...). On retrouve ainsi des marchés portant sur les risques incendie et foudre, le désenfumage des locaux, l'équipement en climatisation et groupes électrogènes ainsi que le traitement de l'amiante (DeltaNova, ITGA, Chimirec, HPC Envirotec...)

L'industrie et l'équipement sont également sollicités, notamment la mécanique industrielle, la réparation de machines (station rennaise d'affutage, metalia industrie...) et les fournitures nécessaires au fonctionnement des sites.

Les besoins portent également sur des fournisseurs de fluides et des services opérationnels (propreté, location de matériel, taxis, auto-écoles, entretien des espaces verts, boulangeries et autres fournisseurs alimentaires).

Enfin, le ministère des Armées accompagne son personnel en termes de formation et de conseil & services supérieurs.

LOCALISATION DES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR UNE PARTIE DE LEUR ACTIVITÉ POUR LA DÉFENSE

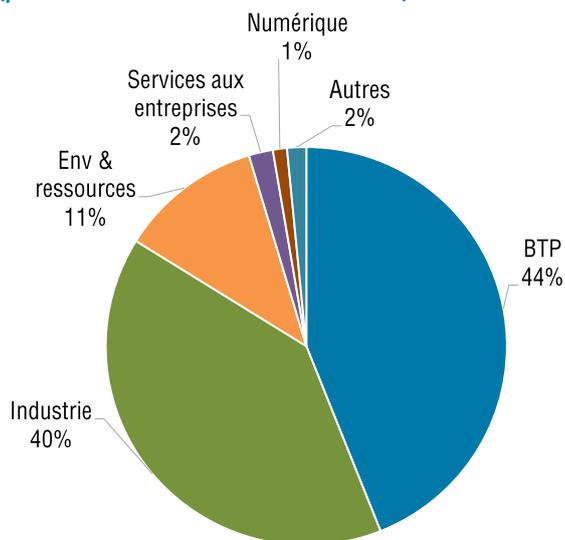


14 entreprises locales ayant réalisé plus d'un million de chiffres d'affaires dans les Armées

Entre 2015 et 2017, 76 établissements ou entreprises d'Ille-et-Vilaine ont gagné des marchés publics du ministère des Armées, quel que soit le site ayant commandé la prestation. Ces établissements ont remporté pour 46,3 millions € de chiffres d'affaires en 2017 (c'est-à-dire 1,2 % du total français qui s'établit à 3,82 milliards € de dépenses enregistrées, total non exhaustif¹⁴).

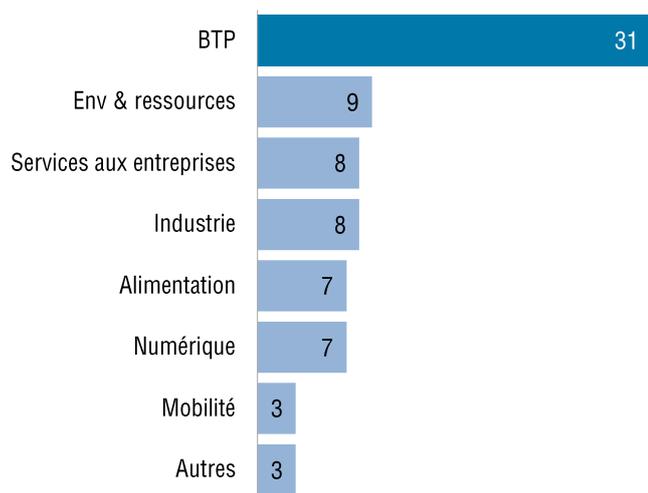
MARCHÉS PUBLICS CONCLUS PAR LE MINISTÈRE DES ARMÉES AVEC DES ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE

(part du volume total attribué de 2015 à 2017)



Source : Opendata

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS D'ILLE-ET-VILAINE FOURNISSEURS DU MINISTÈRE DES ARMÉES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS



Source : Opendata

¹⁴ - Attributaires des marchés des armées ayant fait l'objet d'une mise en ligne sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Cette liste répond à l'obligation, pour les acheteurs, de publier les informations relatives aux marchés publics conclus chaque année (article 133 du code des marchés publics). Chaque ministère ou pouvoir adjudicateur est cependant responsable de la publication de ses données, qui peut être faite par différents canaux. La liste publiée ici n'est donc pas exhaustive, elle ne comprend que les informations relatives aux marchés conclus que les acheteurs ont choisi de publier via la PLACE.

17 entreprises partenaires Défense pour la reconversion des militaires

17 entreprises breilliennes ont signé une convention pour accueillir des personnes des Armées en reconversion. Elles relèvent de secteurs d'activités variés, comme les industries agro-alimentaires, les transports, le commerce ou le Bâtiment – génie civil.

ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE ATTRIBUTAIRES DES MARCHÉS PUBLICS DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Établissements	Communes	Secteur d'activités	Année 2017	Année 2016	Année 2015
2 MB DISTRIBUTION	NOYAL-SUR-VILAINE	Industrie			3 000 000
ALYOTECH TECHNOLOGIES	RENNES	Numérique		66 719	142 566
AMOSSYS	RENNES	Numérique	43 400		
ANGEVIN ENTREPRISE GENERALE	RENNES	BTP	10 990 000	390 166	603 311
ATELIER CREATION METAL	LIFFRÉ	BTP	471 300		
AUBIN CONCEPT FERMETURES	PLEUMELEUC	BTP	49 660		
AUTO ECOLE MAZE	CHÂTEAUNEUF D'ILLE & VILAINE	Autres		105 000	
BIO NATURE	BAIN-DE-BRETAGNE	Autres		758 880	
BIOCOOP RESTAURATION	MELESSE	Alimentation			15 000
BJM PEINTURE	ROMAGNÉ	BTP	11 348		
BOIS & MATERIAUX	PACÉ	BTP	24 000		
CAT LE DOMAINE ESPACE SOLEIL	CHÂTEAUNEUF D'ILLE & VILAINE	Serv. aux entreprises			788
CDTEC	SAINT-MALO	BTP		30 664	
CHIMIREC	JAVENÉ	Env & ressources		97 162	
CHROMATLANTIQUE INDUSTRIEL	SIXT-SUR-AFF	Industrie		157 632	
CIE DES EAUX OZONE PROCEDES M POTTO	RENNES	Env & ressources			963 752
CLEMESSY SA	CESSON-SÉVIGNÉ	BTP			54 031
CLIK-ROAD	TINTÉNIAC	Mobilité	59 240		
COLAS CENTRE OUEST	DOMLOUP	BTP	6 000 000		
COLIN RHD	CHARTRES-DE-BRETAGNE	Alimentation			21 600
COMPTOIR DE BRETAGNE	PACÉ	Alimentation			6 323
COREVA	BRÉCÉ	BTP	212 641		
DALIC	VITRÉ	Industrie			171 535
DELTANOVA	PACÉ	BTP		30 247	
DISTRALIS OUEST	CESSON-SÉVIGNÉ	Alimentation			2 250
EIFFAGE CONSTRUCTION BRETAGNE	RENNES	BTP	683 918		2 956 817
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEMESSY	CESSON-SÉVIGNÉ	BTP	89 247		
ENERIA	POMPEY	Env & ressources			130 075
ENGIE ENERGIE SERVICES	NOYAL-CHÂTILLON-S/-SEICHE	Env & ressources			12 987 897
ENTR TRAVAUX PUBLICS DE L'OUEST	DOL-DE-BRETAGNE	BTP	194 900		
ETANDEX	VIGNOC	BTP			40 318
ETUDES ET CHANTIERS	RENNES	Serv. aux entreprises	92 350		
EURO SHELTER	RENNES	Industrie	780 000		
EUROFORMES	GUICHEN	Industrie		1 826	116 555
EUROVIA BRETAGNE	BRUZ	BTP	840 699		3 561 437
FACEO FM OUEST	CESSON SEVIGNE	Industrie			5 685 867
FONDOUEST	SAINTE GREGOIRE	BTP			244 272
FRANCE BOISSONS BRETAGNE NORMANDIE	NOYAL SUR VILAINE	Alimentation		688 000	5 400
GALATA ORGANISATION	CHATEAUGIRON	Serv. aux entreprises			6 206
GTIE RENNES	BRUZ	BTP	360 274		
H.G.O.	BRUZ	Serv. aux entreprises			305 000
HPC ENVIROTEC	NOYAL-CHATILLON-S/-SEICHE	Env & ressources	44 544	103 790	23 330

IDVERDE	LE RHEU	BTP	95 503		
INEO ATLANTIQUE	BRUZ	BTP	13 442 237		136 171
INSTITUT TECHNIQUE GAZ ET AIR	SAINT GREGOIRE	Env & ressources	442 765		
JOURDANIERE NATURE SARL	LIFFRE	BTP	479 389	19 868	
LE GRAND BLEU BRETAGNE NORD	MINIAC MORVAN	Serv. aux entreprises			1 166 640
L'HEXAGONE	LA GUERCHE DE BRETAGNE	Industrie		320 000	
MORICE CONSTRUCTEUR	GUIPRY-MESSAC	Mobilité			37 334
ONET SERVICES	CESSON SEVIGNE	Serv. aux entreprises			104 635
ORANGE APPLICATIONS FOR BUSINESS	CESSON SEVIGNE	Numérique		26 497	
PANPHARMA	LUITRE	Autres	34 944		
PLANCHAIS	VITRE	BTP	1 753 000		
POMONA EPISAVEURS	SAINT JACQUES DE LA L.	Alimentation			34 656
QUARK BATIMENTS	CHATEAUGIRON	BTP	68 124		
QUARTA	SAINT JACQUES DE LA L.	BTP			2 000 000
QUINZE-ARCHITECTURE	RENNES	BTP	35 667		
RENNES MOTOCULTURE	BETTON	BTP			27 643
SABENA TECHNICS DNR	SAINT LUNAIRE	Industrie	7 923 318	33 882 489	
SAMSIK II	CESSON SEVIGNE	Serv. aux entreprises			760 000
SARL BREL LOUIS	LECOUSSE	BTP	92 272		
SATELEC	SAINT GREGOIRE	Env & ressources			53 524
SECURE-IC SAS	RENNES	Numérique			16 125
SETUR INGENIERIE AUDIT CONSEIL	CHARTRES DE BRETAGNE	BTP	27 260		
SMARTVISER	RENNES	Numérique			299 996
SOC DES PRODUITS LAITIERS DE L'OUEST	L' HERMITAGE	Alimentation			4 800
SOC ETABLISSEMENTS SERGE RETE	LOUVIGNE DU DESERT	BTP	33 881		
SOGEA BRETAGNE B T P	SAINT JACQUES DE LA L.	BTP		3 799 923	4 246 582
SPIE OUEST-CENTRE	LE RHEU	BTP		628 336	2 591 163
TELLUS ENVIRONMENT	GUICHEN	Env & ressources			44 940
TGO SAS	CESSON SEVIGNE	Serv. aux entreprises			98 864
TRANSPORTS ORAIN	MESSAC	Mobilité	240 345		
VEOLIA EAU - CIE GENERALE DES EAUX	RENNES	Env & ressources		137 434	
VIDELIO IEC	RENNES	Numérique	750 000	91 943	19 431
VOLUTIQUE	MELESSE	BTP			41 066
WISUCAM ELECTRONIQUE SERVICES	LAILLE	Numérique			23 978
TOTAL GÉNÉRAL			46 366 225	41 336 576	42 751 879

Source : Opendata

POIDS ÉCONOMIQUE DE LA BASE DE DÉFENSE EN MORBIHAN

Partie 3

1 - PRÉSENCE DE LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN EN MORBIHAN : 3 000 EMPLOIS

En Morbihan, la base de défense s'articule en 2 pôles d'implantation principaux : le camp de Coëtquidan et la commune de Vannes. Ces 2 pôles accueillent en 2019, environ, 3 000 militaires et civils répartis sur 7 sites qui regroupent les organismes suivants :

• Coëtquidan :

- École de Saint-Cyr Coëtquidan,
- État Major 9^e Brigade d'infanterie de marine (BIMA) - Centre de formation initiale militaire Coëtquidan,
- Groupement de soutien de la base de défense,
- Commandement de la réserve et de la préparation opérationnelle de cyberdéfense - Antenne de Guer,
- Établissement principal de munitions de Bretagne - Section munitions Coëtquidan,
- DIRISI Rennes - Centre interarmées des réseaux et systèmes d'information (CIRISI) Rennes - Détachement Système d'information et de communication (SIC) Coëtquidan,

- Centre territorial action sociale Brest - Antenne action sociale Coëtquidan,
- 123^e antenne médicale Coëtquidan.

• Vannes :

- Groupement de recrutement et de sélection Nord-Ouest (GRS NO) - Centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) Vannes,
- Délégation militaire départementale du Morbihan - Vannes,
- Détachement Système d'information et de communication (SIC) Coëtquidan - Intervention clients Vannes,
- Centre territorial action sociale Brest - Antenne action sociale Vannes,
- Pôle défense mobilité (PDM) Rennes - Antenne défense mobilité Vannes,
- 122^e antenne médicale Vannes,
- 3^e Régiment d'infanterie de Marine - Vannes,
- 3^e Régiment d'infanterie de Marine - Fort de Penthièvre à Saint-Pierre-de-Quiberon,
- 3^e Régiment d'infanterie de Marine - Camp de Meucon - Monterblanc.

Site de Foch Delestraint à Vannes



Situé à Vannes, le 3^e régiment d'infanterie de marine est spécialisé dans l'action amphibie. Cette unité participe depuis 1970 à toutes les opérations extérieures (OPEX) de l'armée de Terre, souvent en ouverture de théâtre d'opération.

Surface emprise : 52 903 242 m²

Camp de Meucon

Source : Base de défense



Surface emprise : 8 443 130 m²

Six communes sont concernées par le camp militaire de Meucon : Meucon, Locqueillas, Locmaria-Grand-Champ, Plaudren, Grand-Champ et Monterblanc. Au service de la formation initiale des militaires, et leurs entraînements réguliers, le camp de Meucon dispose des moyens d'entraînement pour armes légères et lance-missiles. Il est utilisé de jour comme de nuit.

Fort de Penthièvre

Source : Base de défense



Surface emprise : 100 310 m²

Classé monument historique en 1933, le fort de Penthièvre, situé sur la presqu'île de Quiberon dans le Morbihan, sert aujourd'hui de centre d'instruction et d'initiation commando.

Site de Coëtquidan



Source : Base de défense

Surface emprise : 52 903 242 m²

Situé au Sud de la forêt de Paimpont - Brocéliande, entre la vallée de l'Oyon à l'Ouest et la Vallée de l'Aff à l'Est, le camp national militaire présente une superficie de 5 253 hectares. Son emprise s'étend sur 6 communes : Guer, Saint-Malo de Beignon, Beignon, Campénéac, Augan et Porcaro.

Son origine remonte à 1873, lorsqu'un camp temporaire a été installé à St-Malo-de-Beignon. En 1878, le camp devient permanent et 1 000 ha sont acquis pour construire un champ de tir d'artillerie de 8 km de long. En juillet 1945, l'E.M.I.A (École militaire interarmées) qui s'était établie à Cherchell (Algérie) pendant la guerre, s'installe dans la lande bretonne. En effet l'École de Saint-Cyr, près de Versailles, ayant été bombardée en juillet 1944, elle ne pouvait plus accueillir la formation des officiers. Désormais le site abrite :

- L'École spéciale militaire de Saint-Cyr (ESM, connue sous son abrégé « Saint-Cyr ») qui forme aujourd'hui des officiers de l'armée de terre.
- L'École militaire interarmes (EMIA) qui propose un cursus en 2 ans accessible par épreuves ou sur titre aux personnels militaires non officiers des armées et des services.
- L'ESM / 4^e bataillon qui instruit des officiers sous contrat des filières « encadrement », « spécialistes » ou « pilotes », des officiers réservistes et contribue à la formation de populations spécifiques extérieures à l'armée de Terre (élèves de l'école Polytechnique et de l'école des officiers de la gendarmerie nationale...).

2 - POIDS DES DÉPENSES DE LA BASE DE DÉFENSE EN MORBIHAN : 23 MILLIONS € PAR AN

Les chiffres cités dans ce chapitre sont issus des bases de données datées de 2018 (hors flux moyen de stagiaires), anonymisées mais localisées à la commune.

Les acteurs budgétaires des Armées ont dépensé, en 2018, plus de 23 millions €/an pour leurs sites du Morbihan (hors masse salariale).

La PFC-CO (Plate-forme du commissariat centre-ouest) dépense 9 millions €/an pour la base de défense Vannes-Coëtquidan

Au sein du Commissariat des armées, la mission de la Plate-forme est d'assurer le soutien général (moyens généraux) de toutes les formations militaires (régiments, port, ...) relevant de son périmètre de compétences, inscrites dans une base de défense. Le cœur de métier de cet organisme interarmées consiste dans un premier temps à contractualiser des achats conformément à une programmation préalablement établie (marchés publics), puis dans un second temps à exécuter les dépenses correspondantes.

MONTANTS RÉCAPITULATIFS DES DEMANDES DE PAIEMENTS AGSC 2017 POUR LES ORGANISMES SITUÉS DANS LE DÉPARTEMENT 56 (HORS DÉPENSES DE FORMATION)

	2017
Total dépenses	9,03 millions €

Source : Plate-forme du commissariat

Le service d'infrastructure de la défense (SID) consacre à la base de défense en Morbihan en moyenne 6,8 millions € par an

MONTANT DE DÉPENSES HORS SALAIRES PAR LE SID POUR VANNES-COËTQUIDAN (EN MILLIONS €/AN)

	2017	2018	Moyenne annuelle
Total dépenses	7,38	6,24	6,81
dont entreprises du Morbihan	0,41	0,27	0,34

Source : Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense (SID) de Rennes

La base de défense a dépensé en propre 7 millions €/an en moyenne

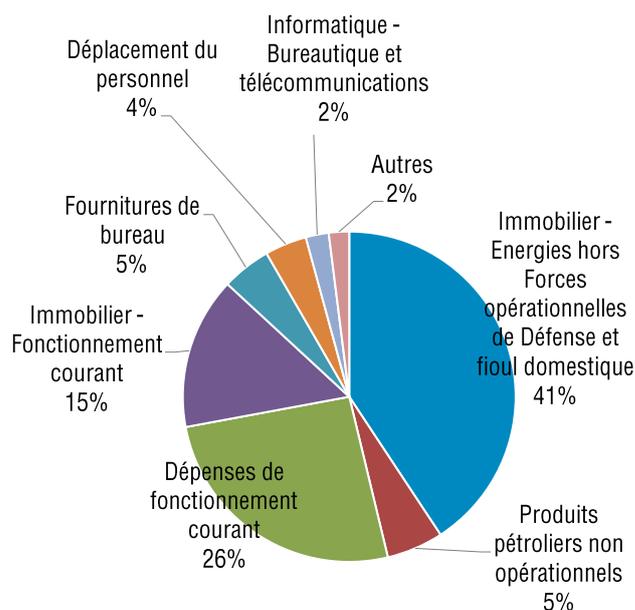
En complément du Service d'infrastructure de la Défense, la base de défense de Vannes-Coëtquidan a dépensé sur la période 2016-2018 en moyenne 7,28 millions €/an contribuant au fonctionnement courant.

	2016	2017	2018	Moyenne annuelle
Total dépenses (en millions €)	7,57	8,96	5,30	7,28

Source : BUO Rennes

La structure de dépenses de la base de défense de Vannes Coëtquidan était très proche de celle de Rennes (voir page 25) : 41 % de son budget était destiné aux fluides et énergies nécessaires à l'immobilier. Un quart était consacré aux dépenses de fonctionnement courant (gardiennage, frais postaux, blanchissage, petit électroménager, outillage, petit ameublement...). Le 3^e poste de dépenses (15 %) était celui de l'entretien courant des bâtiments et le 4^e poste celui des fournitures de bureau, de l'informatique, des télécommunications et de la bureautique.

BUDGET DE LA BASE DE DÉFENSE ANCIENNEMENT DE VANNES COËTQUIDAN (MOYENNE 2016-2018)



Source : Base de défense

3 - UN LIEN ÉCONOMIQUE AU TERRITOIRE LOCAL

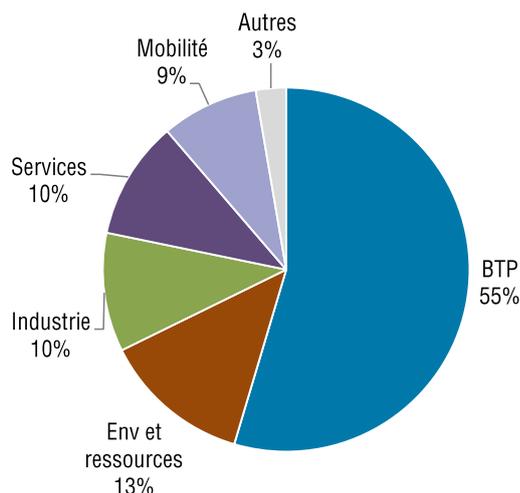
23 entreprises ayant signé des conventions pour accueillir des personnes en reconversion

23 entreprises morbihannaises ont signé une convention pour accueillir des personnes des Armées en reconversion. Les secteurs d'activités sont variés : des industries, aux transports, au commerce de gros ou au maritime.

Une attractivité spécifique des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan

Les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan s'inscrivent depuis plusieurs années dans une dynamique d'ouverture sur l'extérieur : partenariats avec le monde académique (grandes écoles, universités), de la défense internationale (académies militaires étrangères), de l'entreprise (Chaire St-Cyr SOGETI Thales) et des institutions régionales (Pôle d'excellence cyber en Bretagne).

MARCHÉS PUBLICS CONCLUS PAR LE MINISTÈRE DES ARMÉES AVEC DES ENTREPRISES DU MORBIHAN (PART DU VOLUME TOTAL ATTRIBUÉ DE 2015 À 2017)



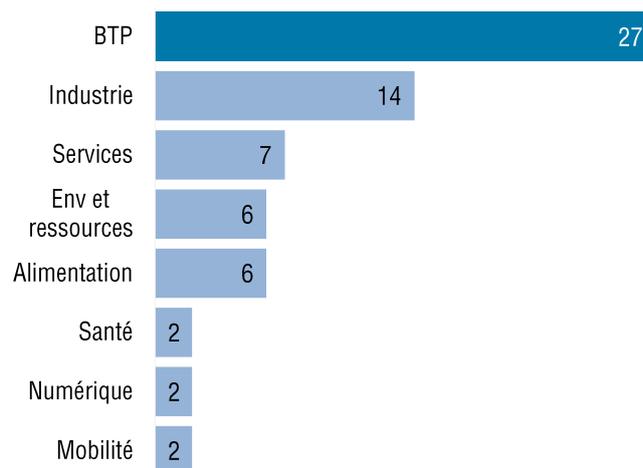
Source : Opendata

Cette ouverture est également orientée sur le monde de l'enseignement supérieur et de l'entreprise grâce aux nombreux échanges avec les grandes écoles (HEC, ESSEC, Paris 2) et les formations au leadership et au commandement proposées aux entreprises par Saint-Cyr Formation Continue, soutenu par la Fondation Saint-Cyr et le fonds de dotation Saint-Cyr Grande École.

83 fournisseurs des Armées dans le Morbihan

On dénombre plus de 80 fournisseurs des Armées dans le Morbihan (dont 66 selon l'opendata). Tout comme en Ile-et-Vilaine, ils relèvent de secteurs d'activités variés avec une dominante marquée dans le bâtiment et les travaux publics (27 entreprises qui ont remporté pour 25,7 millions € de marchés cumulés de 2015 à 2017 selon l'opendata). À noter que ces entreprises fournissent les Armées en général et non la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan en particulier.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DU MORBIHAN FOURNISSEURS DU MINISTÈRE DES ARMÉES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS



Source : Opendata

ENTREPRISES DU MORBIHAN ATTRIBUTAIRES DES MARCHÉS PUBLICS DES ARMÉES

Établissement	Commune	Secteur d'activités	Année 2017	Année 2016	Année 2015
A.LO.TECH	PLOEMEUR et PLOEREN	Industrie	31 210	71 120	
A2S	PONTIVY	Alimentation			44 700
ALVEY SAMOVIE	PLOEMEUR	Industrie	257 900		
ANVOLIA 56	LANESTER	BTP			9 876
ARMOEN	LORIENT	BTP			149 275
ARTELIA VILLE & TRANSPORT	PONTIVY	BTP	1 053 149		248 090
ASS MEDICALE INTER ENTREPRISES	CAUDAN	Santé	418 392		
ASSISTANCE LOGISTIQUE TECHNIQUE	PLOEREN	Mobilité			2 406 861
ATLANTIC PAYSAGES	AURAY	BTP		307 320	127 670
BOUYGUES BATIMENT GRAND OUEST	LORIENT	BTP		6 103 847	
BOUYGUES ENERGIES & SERVICES	CAUDAN	Env & ressources		62 756	
COLAS CENTRE OUEST	LOCOAL MENDON	BTP			928 000
COLOR TECH	PLOERMEL	BTP			48 767
COMPTOIR METALLURGIQUE DE BRETAGNE	QUEVEN	BTP		87 800	
ECR ENVIRONNEMENT OUEST	LARMOR PLAGE	Env & ressources			23 500
EIFFAGE CONSTRUCTION BRETAGNE	VANNES	BTP		5 810 400	24 521
EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX	CAUDAN	BTP		489 412	
ELIBAT EXPERTISE IMMOBILIERE	VANNES	BTP			3 420
EQUIPEMENT DES METIERS DE LA DEFENSE - EMD	LARMOR PLAGE	Services	2 645 280	248 688	220 000
EUROVIA BRETAGNE	KERVIGNAC	BTP			6 600
EXISS CONSEIL	LOCMALO	Services		23 000	
FARAGO MORBIHAN	VANNES	Env & ressources		14 312	
GISMAN	AURAY	Industrie			34 586
GROUPE F 2 E	VANNES	BTP			30 165
HILL-ROM SAS	PLUVIGNER	Santé	419 371		
INDUSTECHNIC BRETAGNE	LOCMINE	Industrie		111 600	
IPCB	PLOERMEL	Industrie			20 987
JEAN FLOC'H SURGELATION	GUENIN	Alimentation			6 000
JEAN-BAPTISTE CHAPIUS	MUZILLAC	BTP			80 144
KER LEG	PONTIVY	Alimentation			7 200
KONE	HENNEBONT	BTP		40 330	
L'ATELIER DU PEINTRE	LANESTER	BTP			28 150
LAUTECH	LANESTER	BTP			600 000
LEROUX & LOTZ TIMOLOR	LORIENT	Env & ressources			2 973 165
LINEVIA	GUER et LA GACILLY	Mobilité	182 550	325 870	1 132 271
METALIA INDUSTRIE	SERENT	Industrie			30 730
MICHARD RESTAURATION	THEIX	Alimentation			72 000
MICHEL BOISEAU	PLOEMEUR	Alimentation			148 996
NEOTEK	CAUDAN	Industrie		147 581	1 242 919
NKE INSTRUMENTATION	HENNEBONT	Industrie			767 942
PECH'ALU INTERNATIONAL P.A.I.	INZINZAC LOCHRIST	Industrie		571 950	
PIGEON BRETAGNE SUD	HENNENONT	BTP			923 309

PRO NET ENTRETIEN SERVICE	PONTIVY	Services			75 588
PROFIL ARMOR	AURAY	Services			14 755
R.T.B. 56 ENTREPRISE GENERALE	CAUDAN	BTP		4 061 486	792 531
REID LIFTING FRANCE	SAINT NOLFF	Industrie		57 000	
RTSYS	CAUDAN	Numérique		29 928	
S.A.S. ROLLAND	RUFFIAC	BTP			14 485
SAMSIC II	CAUDAN	Services			1 682 256
SARL LE PENDU	BELZ	BTP		1 195 788	
SARL MORICE PAYSAGE	THEIX-NOYALO	BTP		382 179	
SDEL ATLANTIS	LORIENT	BTP		83 860	46 900
SMAC	KERVIGNAC	BTP			77 703
SOC BRETON CANALISA EAU ASSAIN AUDIO CIE	PLUMELIAU	Env & ressources		2 878 040	
SOC TRANSPORTS MANUTENTION TRAVAUX PUBLI	LORIENT	Industrie		48 056	59 401
SOCIETE ALREENNE DE MENUISERIE	PLUNERET	BTP		1 299 587	
STE INDUSTRIELLE D'ETUDES ET PROTECTIONS ELECTRONIQUES	LA TRINITE SUR MER	Industrie			1 106 787
STE TECHNIQUE ARMORICAINE DE CAOUTCHOUC ET ELASTOMERES MANUFACTURES	GRAND-CHAMP	Industrie		99 546	121 514
SOCIETE-MISSENERD QUINT B	QUEVEN	Env & ressources		183 638	57 976
SOCOMORE	VANNES	Industrie	200 000		
SOCOTEC FRANCE	PLOEMEUR	Services		9 736	8 775
SOFIS	BELZ	Services		30 000	
SPIE OUEST-CENTRE	PLOEMEUR	BTP		33 200	340 277
SRB CONSTRUCTION	CAUDAN	BTP			329 000
TROMELIN ET COMPAGNIE	PLOEREN	Alimentation		41 198	
WAVETEL	LARMOR PLAGES	Numérique			69 965
TOTAL			5 267 852	24 849 229	17 137 757

Source : Opendata

4 - 2 960 MORBIHANNAIS ONT UN EMPLOI DANS LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN

Environ 2 960 militaires et civils employés par la base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan habitent le Morbihan. Les lieux de résidence sont très concentrés, principalement dans la communauté de communes où est implanté le site de St Cyr – Coëtquidan (1415 personnes, soit 6% des actifs de 15 à 64 ans de " l'Oust à Brocéliande ", ont un emploi dans la base de défense) et dans l'agglomération vannetaise.

Les communes les plus impactées sont Guer (1170 habitants ayant un emploi dans la base de défense) et Vannes – Saint-Avé (876 et 94).

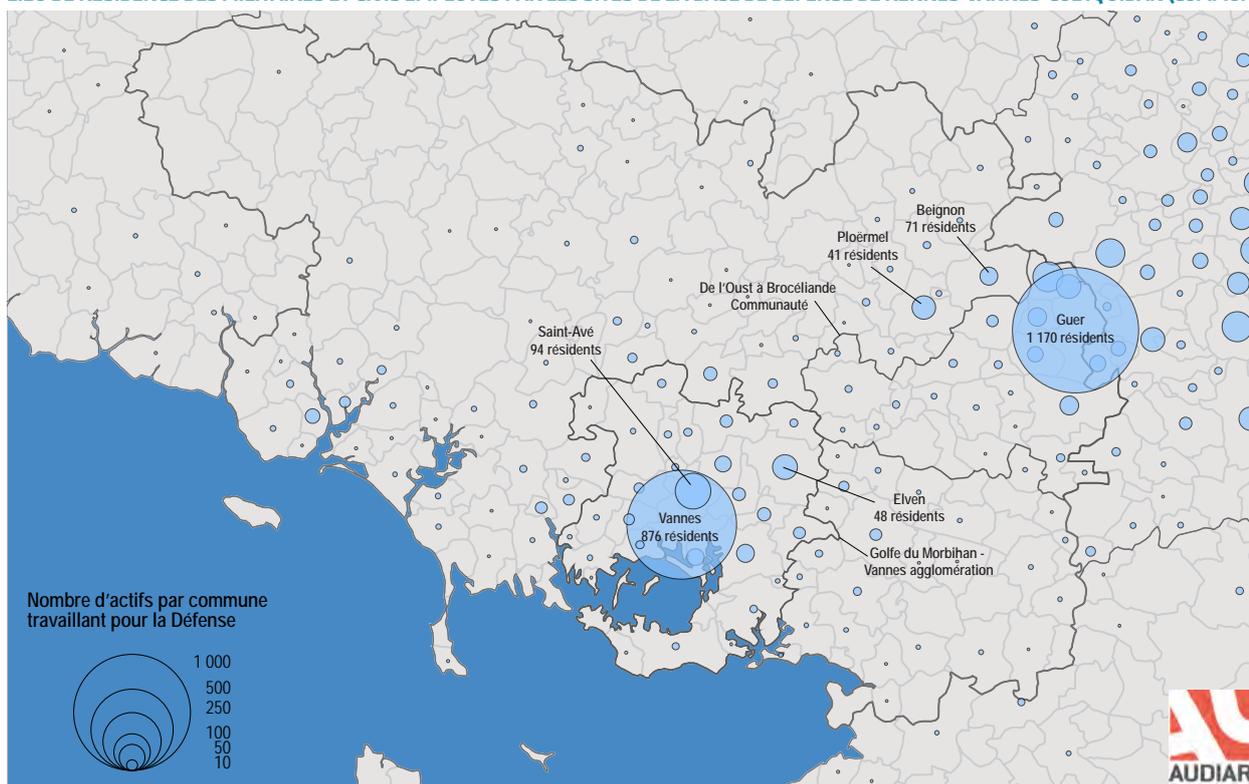
Intercommunalités	Nb de personnes ayant 1 emploi dans la défense
CC de l'Oust à Brocéliande	1 415
CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	1 210
CC Ploërmel Communauté	99
CA Lorient Agglomération	55
CC Auray Quiberon Terre Atlantique	53
CC Centre Morbihan Communauté	50
CC Questembert Communauté	37
CC Arc Sud Bretagne	17
CC Pontivy Communauté	11
CC de Blavet Bellevue Océan	7
CC de Belle-Île-en-Mer	1
CC Roi Morvan Communauté	1
Total	2 956

Très logiquement, cette forte présence de salariés de la base de défense s'accompagne d'un dynamisme démographique particulier : un peu moins de 1 000 enfants, adolescents et jeunes adultes sont dans des familles de militaires ou civils dans la communauté de communes " de l'Oust à Brocéliande " et 700 dans Vannes agglomération.

Intercommunalités	Nb d'enfants de moins de 20 ans ayant au moins un parent salarié de la défense
CC de l'Oust à Brocéliande	983
CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	710
CC Ploërmel Communauté	185
CC Centre Morbihan Communauté	84
CC Questembert Communauté	54
CA Lorient Agglomération	54
CC Auray Quiberon Terre Atlantique	48
CC Arc Sud Bretagne	12
CC Pontivy Communauté	11
CC de Blavet Bellevue Océan	9
CC de Belle-Île-en-Mer	2
CC Roi Morvan Communauté	0
Total	2 152

Source : Base de défense

LIEU DE RÉSIDENCE DES MILITAIRES ET CIVIS EMPLOYÉS PAR LES SITES DE LA BASE DE DÉFENSE DE RENNES-VANNES-COËTQUIDAN (COMMUNES)



Annexe

Glossaire

GLOSSAIRE

Antenne	Unité, service dépendant d'un organisme ou d'un établissement principal.
BdD	Base de défense
BRL	Bureau régional du logement
CICOS	Centre interarmées de coordination du soutien
CIRFA	Centres d'information et de recrutement des forces armées
CIRISI	Centre Interarmées des Réseaux et Systèmes d'Information
CMA	Centre médical des armées
CMG	Centre ministériel de gestion
COMBdD	Commandant de Base de Défense
COMSIC	Commandement des systèmes d'information et de commandement de l'armée de Terre - Pôle de compétence SIC/Guerre Électronique de l'armée de Terre.
CTAS	Centre territorial d'action sociale
DGA-Maîtrise de l'information	Direction générale de l'Armement-Maîtrise de l'information
DL-DIRISI	Direction locale Interarmées des Réseaux et Systèmes d'Information
DMD	Délégation militaire départementale, représentant de l'officier général de zone de Défense et conseiller du Préfet sur le plan militaire.
EMA	État-major des armées
Emprise	Propriété immobilière d'un seul tenant, bâtie ou non, close ou ouverte, attribuée par l'État au Ministère des Armées pour l'accomplissement de ses missions.
EMZD	État-major de Zone de Défense
ÉPÉE	Échelon de proximité des établissements des essences
EPCI	Établissement public de Coopération Intercommunale
ESID	Établissement du service d'infrastructure de la défense
ESN	Établissement du service national
ESP	Échelon social de proximité
ETI	Entreprise de taille intermédiaire
ETPT	Équivalent temps plein travaillé
ETRS	École des transmissions
GRS-NO	Groupement de recrutement et de sélection Nord-Ouest
GS BdD	Groupement de soutien de Base de Défense
OED	Observatoire économique de la Défense
OGZDS-O	l'Officier général de zone de Défense et de sécurité Ouest
PF-CO	Plate-forme du commissariat centre-ouest
PME	Petite et moyenne entreprise
PMRE	Prévention, maîtrise des risques et environnement
Quartier	L'appellation « quartier » désigne un « casernement ». Dans le vocabulaire militaire, il intègre l'ensemble des bâtiments, hangars, lieux de travail et de vie d'une unité militaire. En général, il est clôturé et ses accès sont gardés, filtrés au poste de garde par les personnels. Il porte souvent le nom d'un illustre militaire de l'arme à laquelle il appartient. Exemple à Rennes : « Quartier Foch ».
RAE	Recensement des agents de l'État
SIC	Systèmes d'information et de communication
SGA	Secrétariat général à l'administration
SID	Service d'infrastructure de la Défense
SSL	Services de soutien locaux
USID	Unité du service d'infrastructure de la Défense



Contact

Hélène Rasneur

02 99 01 85 12

h.rasneur@audiar.org



CICoS

Centre interarmées de coordination du soutien



**Base de défense de Rennes-Vannes-Coëtquidan
antenne locale du CICoS**

02.23.44.60.69

Photos

Ministère des Armées

Armée de Terre 2019